

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 13

JUILLET-AOÛT 1985

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : France: 25 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (6 numéros) France : 120 F — Etranger : 150 FF

Périodique bimestriel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66
www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Deux ans se sont écoulés depuis la parution du premier numéro de ce bulletin. Imprimé en sept langues (français, kurde, turo, anglais, allemand, italien et espagnol), il est actuellement diffusé dans 47 pays. Parmi les 1800 abonnés, beaucoup de bibliothèques, de centres de documentation et de recherche, ainsi que des organismes publics et de nombreux journalistes. Enfin, le bulletin est diffusé auprès des intellectuels kurdes exilés en Europe et dans la plupart des associations kurdes, en France, Allemagne, Angleterre, Suède, Belgique, Etats-Unis, Australie, etc.

Afin d'enrichir le contenu de ce bulletin, et répondre aux demandes des lecteurs, une place plus importante sera faite désormais aux nouvelles de la diaspora. Et dès le prochain numéro, une nouvelle rubrique sera consacrée à la revue de la presse kurde.

- S O M M A I R E - A L'OCCASION DU PREMIER ANNIVERSAIRE DE SA DISPARITION, HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY
- MORT DE MUSTAFA REMZI BUCAK
 - LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN ET LA QUESTION KURDE
 - NOUVELLES DE LA DIASPORA
 - L'ASSOCIATION SUISSE-KURDISTAN
 - A SIGNALER
 - LA REVUE DE PRESSE EN BREF
 - LISTE DES PUBLICATIONS DISPONIBLES

HOMMAGE A Y. GÜNEY

A l'occasion du premier anniversaire de la mort du cinéaste kurde Yilmaz Güney, co-fondateur de l'Institut Kurde, celui-ci organisera une série de manifestations de commémoration.

La première de ces manifestations aura lieu à Paris, le 7 septembre prochain, à 20h., dans la grande salle de la Maison de la Mutualité, avec la participation de nombreux

artistes, musiciens, écrivains et poètes kurdes et turcs. Un programme similaire sera présenté le 13 septembre à 20h. à Berlin, dans la salle de la Frei Universität, puis le 21 septembre à la Sportshalle de Cologne.

Enfin, du 10 au 30 septembre, une exposition de photos et d'affiches relatant la vie et l'oeuvre de Güney se tiendra dans les salons de l'Institut Kurde.

MORT DE MUSTAFA REMZI BUCAK

M.R. Bucak, l'une des personnalités les plus marquantes du mouvement national kurde de Turquie vient de décéder à Paris, à l'âge de 73 ans, après un quart de siècle d'exil.

Né en 1912, à Anaxu, petit village du district de Siverek, M. Bucak avait fait ses études secondaires et supérieures à Istanbul où il obtint, en 1940, une licence de droit. Entre temps, en 1935, il avait séjourné pendant un an à Paris et à Nancy. Malgré sa brièveté, ce séjour l'avait profondément marqué ; il regagna son pays avec la conviction que le peuple kurde ne pourrait se libérer de ses chaînes que par l'instruction et en s'organisant dans des structures modernes. A l'époque, le Kurdistan comptait plus de 98% d'illettrés et vivait, depuis 1925, en état de révolte permanente contre le régime d'Ankara. Ralliant quelques étudiants kurdes à ses idées, M.R. Bucak fonda, en 1940, le Foyer Estudiantin Dicle (Le Tigre), afin de regrouper sous le même toit la cinquantaine de jeunes Kurdes étudiant alors à l'Université d'Istanbul. Le but poursuivi est d'encourager le goût pour l'étude chez les Kurdes, favoriser le rapprochement de ces futurs cadres de la nation kurde et organiser les meilleurs d'entre eux pour l'action patriotique clandestine.

Intervenant à la fin des grandes révoltes kurdes des années 1920-1930, dirigées par les élites traditionnelles (chefs religieux et seigneurs féodaux) qui ont fait plusieurs milliers de victimes dans les rangs de la population kurde, la fondation de ce modeste foyer marqua le début d'une période nouvelle dans le mouvement national kurde. M.R. Bucak et ses amis se rapprochèrent, à partir de 1940, du Parti Démocrate, qui venait d'être créé par Celal Bayar, et qui réclamait la démocratisation de l'Etat turc. En 1947, M.R. Bucak s'installa à Diyarbakir et y exerça sa profession d'avocat. Il fut, comme nombre de ses amis kurdes, élu député de la capitale kurde sur les listes du Parti Démocrate. A l'Assemblée d'Ankara, il dénonça avec courage les exactions et les injustices perpétrées dans les "Vilayets de l'Est" (kurdes), ce qui lui a valu l'hostilité des dirigeants de "son" parti. Le Président de la République, Celal Bayar, le menaça personnellement du pire. Lorsqu'en 1959, 49 intellectuels kurdes, proches de M.R. Bucak, furent arrêtés, sous l'accusation de "séparatisme", il comprit que l'étau se resserrait autour de lui et quitta son pays pour aller se réfugier aux Etats-Unis.

Dans son exil outre-Atlantique, M.R. Bucak poursuit ses activités patriotiques en essayant, avec ses modestes moyens, d'informer l'opinion publique américaine sur le drame kurde et en aidant le mouvement autonomiste kurde irakien du général Barzani.

Quelques mois après la fondation de l'Institut Kurde, en février 1983, il avait décidé de venir s'installer à Paris, où, entouré de jeunes qu'il ne cessait d'encourager à étudier, il vécut la période la plus heureuse de son exil.

Cet homme modeste et courtois, que les Kurdes de Paris appelaient affectueusement "Apo" (oncle), est décédé dans la nuit du 12 juillet, à la suite d'un malaise cardiaque. Après une cérémonie qui a eu lieu le 25 juillet, à 10h., à l'Institut Kurde, en présence de sa famille et de ses amis kurdes, sa dépouille mortelle a été envoyée dans sa ville bien-aimée de Siverek, où il fut enterré le 26 juillet.

Membre d'honneur et l'un des plus chauds supporters de l'Institut Kurde, Mustafa Remzi Bucak lui a légué sa bibliothèque et ses biens.

LE GOUVERNEMENT AUSTRALIEN ET LA QUESTION KURDE

Dans une lettre adressée au Sénateur Donald Chipps, leader des Démocrates australiens, le Ministre des Affaires Etrangères d'Australie, M. Bill Hayden, a précisé la position du gouvernement australien sur la question kurde. Après avoir évoqué les mesures discriminatoires qui frappent les Kurdes en Turquie, en Iran et en Syrie notamment, il ajoute : "Le gouvernement australien a répondu aux allégations de discrimination contre les Kurdes en évoquant le problème à la fois lors de contacts bilatéraux et dans les congrès internationaux sur les Droits de l'Homme, en particulier lors de la 41ème Session de la Commission des Droits de l'Homme (du 6 février au 15 mars 1985). Les cas individuels qui sont portés à la connaissance du gouvernement sont suivis avec attention."

NOUVELLES DE LA DIASPORA

* La chaîne de télévision australienne SBS a rediffusé le 21.7.1985, de 17h. 30 à 18h. 30, des extraits du concert donné à Sydney par les chanteurs kurdes Şivan et Gulistan et la chanteuse progressiste turque Melike Demirag. Les interventions de l'Ambassade turque auprès des autorités australiennes pour empêcher la diffusion de ce programme sont restées vaines.

* La radio nationale australienne ZEA vient de décider officiellement d'accorder aux immigrés kurdes un temps d'antenne pour diffuser des programmes à caractère culturel et informatif. Au début, ces programmes seront mensuels. La communauté kurde d'Australie espère arriver assez rapidement à obtenir des programmes hebdomadaires en langue kurde.

L'ASSOCIATION SUISSE-KURDISTAN

Créée en janvier 1985, l'Association Suisse-Kurdistan (Case postale 2061, 1002 LAUSANNE, Suisse) édite désormais un bulletin semestriel "L'Appel du Kurdistan", dont le premier numéro est sorti en juin dernier.

Dans un éditorial sont précisés les buts et projets de l'A.S.K. :

- "- Informer objectivement sur la situation au Kurdistan. Par les médias, des conférences, la tenue de stands, etc.
- Favoriser les contacts entre les Kurdes et la population suisse.
- Contribuer à faire connaître et à préserver la culture et la langue kurdes.
- Apporter une aide aux réfugiés kurdes en Suisse."

Pour tout renseignement, s'adresser à Etienne Dubuis, l'Appel du Kurdistan, Val d'Or 9, 1009 PULLY, Suisse.

A SIGNALER .

* "Mtrkut" (le maillet), journal humoristique, vient de naître. Sa devise : "Haut les Maillets !".

Rédacteur en chef : Mahmûd Lewendî.

Adresse : c/o Ostberg, Folkungag. 78 3tr., 116 30 Stockholm, Suède.

* "Zengil" (la cloche). Autre revue humoristique, dont le premier numéro est sorti en juillet.

"Fini le deuil, voici Zengil ! Il faut que les Kurdes aussi commencent à rire !"

Rédacteur en chef : Aladîr

Editeur "Rûknedîr.

* Réédition : "The Kurds", Rapport n° 23 du "Minority Rights Group". Ecrit par David McDowall, c'est un guide indispensable pour comprendre les complexités de la situation kurde.

Adresse : The Minority Rights Group, 29 Craven Street, London WC2N 5NT, Grande Bretagne.

* "Şîwenê bo Kurdistan" (Pitié pour le Kurdistan), un recueil de poésies de Y. Werzêr, édité en Italie, avril 1985.

* "Khosrow bin Mihamad bani Ardalân, Khronika" (Les Chroniques de Khosrow bin Mihemmed beni Ardalân), Moscou 1984, 220 p.

Histoire de la principauté kurde des Ardalân, au Kurdistan iranien, aux XVIII et XIXe siècles. Texte persan reproduit en fac-similé, introduit et traduit en russe par Vasileva.

* "Yadi Ahmadi, Eule im exil", Zurich 1985.

Recueil de poèmes en langue allemande d'un jeune poète kurde iranien.

* "Turkey, testimony on torture", Amnesty International, juillet 1985, 76 p.

Témoignages sur la pratique systématique de la torture dans les prisons turques.

* "Dengê Roja Dîl", éditions Tigris, 74 p. Bruxelles 1985. Recueil de poèmes, en kurde, de Derwêş M. Ferho.

* "Lied der Aarde", Editions Tigris, 59 p., Bruxelles 1985. Recueil de poèmes, en flamand, du jeune poète kurde Derwêş M. Ferho.

* "1925 Kürt Auaklanması, Şeyh Saîd Hareketi" (Le soulèvement kurde de 1925), par le Prof. M.A. Hasretyan, Dr K.M. Ahmad, M. Cwan, Editions Jina nû, 75 p. Uppsala. Traduction en ture de trois articles sur l'insurrection kurde de 1925 contre le régime d'Ankara.

* "Les racines de la non reconnaissance historique du Kurdistan", Hasan Yildiz, maîtrise de philosophie, Université Paris VIII Vincennes à St Denis, 1985.

* Le 27 juillet, à 8h. 30, dans le cadre de l'émission de radio "Les voix du silence" d'Antoine Spire, une émission sur les Kurdes, à laquelle ont participé deux membres de l'Institut Kurde.

La situation présente et le devenir du peuple kurde. L'oppression de sa culture.

* Les 13 et 14 juillet, séminaire sur l'enseignement de leur langue maternelle aux enfants kurdes. Organisé par l'association des Professeurs et Instituteurs kurdes, à Munich, à DGB-Ilaus.

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande ci-joint, avec votre règlement, par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne sera fait contre remboursement.

LIVRES	LES KURDES, de Basile Nikitine	128 F
	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif, Maspéro	35 F
	KURDISTAN UND DIE KURDEN, ouvrage collectif, en allemand	40 F
	LE KURDISTAN IRAKIEN, ENTITE NATIONALE, de I.S.Vanly	90 F
	MA VIE DE KURDE, de N. Zaza	70 F
	LES CHAMPS DE YUREGHIR, de Y. Güney	85 F
	LETTRE A L'UNESCO, de I. Beşikçi	20 F
	SAVUNMA, de I. Beşikçi, en turc	60 F
	ŞIVAN'IN SEVDASI, de M. Baksî, en turc	30 F
	DIYARBAKIR'DA İŞKENCE, de Ş. Kaya, en turc	30 F
	LE KURDISTAN D'IRAN, d'Aide Médicale Internationale	85 F
	LES KURDES AUJOURD'HUI, de C. More	110 F
	MOUVEMENT NATIONAL KURDE, de C. Kutschera	150 F
	ANTHOLOGIE DE LA POESIE POPULAIRE KURDE, de G. Chaliand	35 F
	MEMOIRE DU KURDISTAN, de J. Blau	60 F
	CHILDREN OF THE JINN, de Margaret Kahn	100 F
	SANCI, d'Orhan Kotan (en turc)	20 F
	GRAMMAIRE KURDE, de Bedir Khan et R. Lescot	125 F
	MANUEL DE KURDE SORANI, de J. Blau	80 F
CASSETTES	WELATÊ ME KURDISTAN (Video Kurdistan)	300 F
VIDEO	DENGÊ KURDISTANÊ (Kurdistan Collective)	300 F
DISQUES	ŞIVAN PERWER, The Kurdish Troubadour	70 F
	KOMA ZOZAN, Chants et Musique du Kurdistan	55 F
	TEMO, Barde du Kurdistan	70 F
	ŞERIN & R.F.A.S. band	70 F
	LE MUR, la musique du film	55 F
	YOL, la musique du film	55 F
CASSETTES	ŞIVAN PERWER N°1 à 7	35 F
	ŞIVAN PERWER N°8 et 9	40 F
	GULISTAN N°2 et 3	35 F
	MELIKE DEMIRAG N°1 à 4	35 F
	BARAN N°2	35 F
	FEQIYE TEYRA N°2 à 4	35 F
	MEHMET KOÇ N°12	35 F
	JI BO ZAROKEN KURDISTAN N°1	35 F
	ARIF & HESEN CIZREWI	éditée par l'Institut 35 F
	LA VOIX DES FEMMES KURDES	" 35 F
	ARAME TIGRAN	" 35 F
	MUSIQUE INSTRUMENTALE KURDE	" 35 F
	MUSIQUE POPULAIRE DU KURDISTAN N°1 à 3	" 35 F
	CIWAN N°3	" 35 F
	Cartes postales couleur (2F), noir et blanc (1F)	
	Affiches de l'Exposition & de l'inauguration	20 F
	Affiches de la fête de Newroz 1984	10 F
	Hêvî N° 1 et 2	40 F
	Studia Kurdica N° 1	40 F
	Mizgîn N° 1 et 2	15 F
	Bulletin de l'Institut (numéros précédents)	20 F

LIVRES ET PERIODIQUES EN LANGUE KURDE

POESIE	Cegerxwîn : RONAK	35 F
	ZEND-AVISTA	35 F
	SEFAK	35 F
	HÊVÎ	35 F
	F. Cewerî : DÊ ŞÊRÎNE	25 F
LIVRES D'ENFANTS	Bozarslan : MEYRO	35 F
	MIR ZORO	35 F
	GURE BILURVAN	35 F
	SERKETINA MIŞKAN	35 F
	M. Baksi : KEÇA KURD ZOZAN	35 F
	ZAROKÊN IHSAN	35 F
	A. Lindgren, I. Wikland : BELÊ LOTTA KARE BAJO	35 F
	G. Bergstrom : MA TU TIRSONEK Î ALFONS OBERG	35 F
	L. Ferick, J. Carlbrand : MA GAKÛVÎ KÛÇIKAN DIXWIN	35 F
	KINO DIGOT ALIKARÎ BIKIM	35 F
ALFONSÊ ŞÎT	35 F	
ALFONS Û CINAWIR	25 F	
KINO DIGOT LI WÊ DERÊ BINÊRE	35 F	
A. Lindgren : KEÇA ŞERUT LOTTA	25 F	
S. Behrengî : MASIYÊ REŞ Ê PIÇÛK	15 F	
PERIODIQUES	HÊLÎN (n° 1 à 11) (pour enfants)	6 F
	HÊVÎ (n° 1 à 13) "	6 F
	KULÎLK (n° 1 à 13) "	10 F
	ROJA NÛ (revue artistique et culturelle) (n° 1 à 7)	12 F
	BERBANG "	10 F
	TEKOŞER "	10 F
ROMAN	EREB ŞEMO : Dim Dim	30 F
	M. BAKSI : Hêlîn	25 F
	BIRINDAR : Xanê	15 F
	Soro	30 F

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir les publications suivantes :

..... Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF
 Nombre x F = FF

Je joins un chèque de F, représentant le montant de ma commande.

NOM :

ADRESSE :

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.
Je vous envoie un chèque de F.

Je souhaite recevoir régulièrement le bulletin de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 80 F, représentant l'abonnement annuel.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA (revue en arabe, persan et turc anglais et français)

Je souhaite recevoir exemplaire (s) de STUDIA KURDICA,
en langue au prix de 30 FF (pour la France) ou 5 Dollars
(pour l'étranger).

numéro (s) désiré (s)

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

BON DE COMMANDE HÊVÎ (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir exemplaires de HÊVÎ, au prix unitaire
de 40 FF (pour la France) ou 6 Dollars (pour l'étranger).

Les numéros désirés

Je souhaite soucrire abonnements à HÊVÎ (2 numéros par an),
à partir du numéro, pour le prix unitaire de 80 FF (pour
la France) ou 12 Dollars (pour l'étranger).

Je vous adresse mon règlement de par chèque bancaire, CCP,
 mandat-lettre, mandat international, à l'ordre de l'Institut Kurde de Paris.

Nom :

Adresse :

Date :

SOUTIEN A L'ACTION DE L'INSTITUT

Afin de poursuivre et d'élargir son action en faveur de la culture kurde, l'Institut Kurde de Paris vient de lancer une campagne de soutien pour trouver les moyens financiers nécessaires. (voir le Bulletin N° 11)

Deux ans après sa création, l'Institut estime que chacun a eu le loisir de se faire une idée sur ses objectifs et sur son action. C'est donc à tous ceux qui ont pu apprécier le travail de l'Institut au cours de ces deux années, et qui croient à sa nécessité, que nous faisons appel.

Seul, un apport massif et régulier de cotisations peut permettre à l'Institut Kurde de Paris de survivre et d'accomplir les tâches qu'il s'est fixé.

Quelles formes peut prendre ce soutien ?

- Soit une cotisation annuelle de 500 F, qui permettrait à l'Institut de fonctionner, d'enrichir son Centre de documentation, de former des enseignants, d'éditer régulièrement les revues, d'imprimer livres et manuels. L'objectif, dans ce domaine, est d'arriver d'ici un an à avoir 3 000 cotisants.
- Soit une contribution de soutien, plus importante, qui selon ce qui sera recueilli, permettrait à l'Institut
 - = d'acheter un matériel d'impression et photocomposition devenu indispensable,
 - = d'envisager l'acquisition de l'immeuble de l'Institut, actuellement loué, ce qui constitue une lourde charge.

BON DE SOUTIEN

JE SOUHAITE CONTRIBUER A L'ACTION CULTURELLE DE L'INSTITUT KURDE. JE VOUS ENVOIE, A TITRE DE DON, UN CHÈQUE DE F.

JE SOUHAITE DEVENIR MEMBRE ASSOCIÉ DE L'INSTITUT VEUILLEZ M'ENVOYER UN FORMULAIRE D'ADHÉSION.

NOM : Prénom :

ADRESSE :

.....

..... Tél :

LA REVUE DE PRESSE, EN BREF

"MEMOIRE DU KURDISTAN". Présentation de l'anthologie de J. BLAU, parue en 1984 aux éditions Findakly (Bulletin critique du livre français, n° 472).

VISITE à l'Institut Kurde : récit de M. Kahn, auteur de "Children of the Djinn" (Azadî Kurdistan, juil.85).

LETTRE OUVERTE, adressée par Vera Beaudin-Saeedpour, responsable de "The Kurdish Program", au Pdt des Etats-Unis, à propos de la situation des Kurdes de Turquie (27.3.85).

LA POSITION DU GOUVERNEMENT AUSTRALIEN à l'égard de la question kurde. Une lettre du Ministre australien des Affaires Etrangères au Sénateur Chipps (18.4.85).

OCCUPATION du Consulat de Suède, à Bâle, pour protester contre l'arrestation de H. Yildirim par la police suédoise (Les dernières nouvelles d'Alsace, 5.5.85, La Tribune de Genève, 31.5.85).

5 MAQUISARDS KURDES TUES à Sanliurfa (L'Eveil de la Haute Loire, 24.5.85).

LA GUERILLA des Kurdes contre le gvt turc continue (Internal Herald Tribune 8.6.85).

LES NOUVEAUX JANISSAIRES. Ankara s'est attribué le rôle de gendarme du flanc oriental du NATO. Un article de Mirella Galetti. (Orizzonti 6.7.85).

VISITE AU Q.G. de Ghassemlou. Un article de C. More (Le Monde, Dossiers et Documents n° 123, juin 85).

IDRISS BARZANI interviewé à Qaraj, Iran (The Australian, 13.6.85).

PROTESTATION du gouvernement turc contre la parution à Bonn de Mizgîn (La lettre de la FIDH 18.6.85, Türkiye Postasi 12.7.85).

LES LOUPS GRIS, détachements d'assaut du Parti nationaliste d'action du Colonel Türkés, très actifs en Europe, financent leurs activités grâce au trafic de drogue. (Alsace 1.6.85).

CONCENTRATION DE TROUPES irakiennes et turques au Bahdinan (Info.Ouvrières 30.6).

LE KURDISTAN EN LUTTE. En Iran, Iraq et Turquie, le nationalisme kurde est bien vivant (M.E.I. 14.6.85).

20 EXPERTS ETRANGERS DETENUS par l'U.K.P. (Le Monde, 30.6.85).

SELON LES U.S.A., KHADAFI attiserait la guerilla kurde en Irak (Le Point 3.6.85).

UN CAMP DE REFUGIES KURDES d'Irak bombardé : 100 morts au moins (L'Humanité, Ouest-France 10.6.85).

LA GUERRE CONTINUE au Kurdistan de Turquie (L'Humanité 3.6., Le Matin de Paris, Libération 10.6.85).

4 KURDES CONDAMNES A MORT (La République des Pyrénées 15.6.85).

IRAK ET TURQUIE ALLIES contre les Kurdes (An-Nahar 16.6.85).

STUDIA KURDICA. Parution du n° 2 (Al-Haqiqa 8.7.85).

MANOUCHIAN, Il avait 38 ans... (L'Union 2.7.85).

AFFRONTEMENTS AU KURDISTAN de Turquie (Le Quotidien de Paris 3.7, Le Monde 4.7.)

LA HANTISE TURQUE DES "BANDITS" KURDES. Reportage. (Le Monde 16.7.85).

REPRESSION, RATISSAGES, TORTURE, CONDAMNATIONS A MORT : c'est le sort des Kurdes de Turquie (L'Humanité 12 et 15.7, Le Monde 12 et 20.7, Libération 22 et 23.7.85).

AMNESTY INTERNATIONAL appelle les autorités turques à arrêter la torture (Amnesty International news release, 23.7.85)

TELEGRAMME DE BREST

LE SOIR

Liberation

Fédération
Internationale
des Droits
de l'Homme

il manifesto

La Republique des Pyrenées

DIEBRÜCKE

Midiocet
Nouveau Journal

LE MATIN
DE PARIS

Народна
КВАТРА

LYON MATIN

Le Monde

Die Grüner

LE FIGARO

REVUE DE PRESSE
BERHEVOKA ÇAPÉ
RIVISTA STAMPA
THE PRESS REVIEW
BASIN DERLEMESİ
DENTRO DE LA PRENSA
PRESSEREVUE

LA CROIX



LA GAZETTE
DE LAUSANNE

SEMAINE PROVENCE

THE GUARDIAN

vie culturelle

L'EXPRESS

SYDNEY MORNING
HERALD

Cumhuriyet

LE MONDE
diplomatique

Le Parisien

CROIRE

Hürriyet

afrique
asie

L'Humanité

Télérama

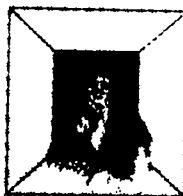
FINANCIAL TIMES

les droits de l'homme :
la pluralité des cultures
27, 28, 29, 30 mai 85

INSTITUT
27
KURDE
824-64-64



29
CARDIF
372-00-15



28

CRDA
246-05-58



CENTRE
30
RACHI
331-75-47

4 journées pour les droits de l'homme organisées sous l'égide du Ministère de la Culture (DDC), par le Carrefour de la différence, l'Institut Kurde, le Centre Rachi et le Crda. Avec la participation de "Tiddukla", Association de Culture Berbère et de l'Unisant - Etudes Tziganes.

Assistance technique : ADAC "Amacahu" - 551 48 23

Bulletin Critique du Livre Français No:472

Littérature kurde

BLAU (Joyce)

130084

Mémoire du Kurdistan

Préface de Maxime Rodinson — 21 x 15, 228 p.
1984, Éd. Findakly — 60 F.

ISBN 2-86805-002-6

La littérature kurde est fort peu connue. Aussi doit-on accueillir avec beaucoup d'intérêt ce livre qui doit servir de guide et d'introduction à ce domaine. Les Kurdes, peuple de langue indo-européenne (du groupe iranien) ont été défavorisés dans la répartition du pouvoir politique et restent aujourd'hui partagés entre plusieurs États. Certains de ceux-ci interdisent la publication de livres en kurde. Joyce Blau, qui enseigne le kurde à l'Institut des Langues et Civilisations orientales, nous présente, sous forme d'anthologie, un panorama de la littérature de ce peuple attachant. Une part importante est justement accordée à la littérature orale qu'il s'agisse de proverbes, de contes et chansons répandues comme expression collective du peuple ou d'œuvres composées par des professionnels du type aède ou barde. La seconde partie donne des extraits de la littérature écrite dont on a conservé des œuvres depuis le XVI^e siècle. Une grande place est accordée à la littérature contemporaine des Kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie, de Syrie, du Liban et d'U.R.S.S. J. Blau a utilement accompagné d'introductions brèves, mais substantielles, les morceaux de prose ou de poésie dont elle reproduit des traductions. Une anthologie ne saurait jamais remplacer la lecture des œuvres et le choix des morceaux retenus est toujours subjectif. Mais celui de J. Blau paraît très raisonnable et il faut souhaiter que son entreprise, consciencieusement menée à bien, donne à beaucoup des lumières sur la littérature kurde comme sur les Kurdes ainsi que le désir d'en savoir davantage.

[aisément accessible à tout public motivé]

BCLF 472 avril 1985

Institute
Kurde
de Paris

By Dr. Margaret Kahn

For a long time, to students of Kurdish culture like myself, it was a particular pleasure to get off at the metro stop Poissoniere in Paris, walk a few blocks down Rue Lafayette, and find a large gate with a doorbell marked "Institut Kurde."

For people who are used to embassies and consulates and cultural centers, there may be nothing remarkable about the Kurdish institute. But for Kurds and their friends, there is something very special about coming to a place that is just for Kurds.

You walk through the gate and down a passageway which leads into a courtyard. There you see the white three story building with brass letters, "Institut Kurde." It is not a hole-in-the-wall type of place. Not a storefront used by political parties. Not a temporary shelter. But a permanent home for Kurdish studies and culture. Inside you find Kurds from all parts of Kurdistan, sitting together at the table, studying, drinking glasses of tea, talking in Kurdish, preparing to go in for the classes which are offered at the Institute.

On the second floor is a large library. With its elegant hardwood build-in bookcases and good carpet, it feels like a place where you could sit for hours, perusing the many volumes donated and gathered by people associated with the Institute. If you are used to scrounging around university libraries and strange bookstores to find books on Kurds and things Kurdish, you will be surprised to see so many volumes in one place. You will be surprised also when you look in the bulletin put out by the Institute and see all the recent news articles on the Kurds written in a variety of languages and conveniently gathered into one place.

The physical ambience is impressive, but it's not what makes the Institute unique. What makes the Kurdish Institute so special is the spirit found there. The enthusiasm with which visitors are greeted. The pride that comes from Kurds having established their own place. A place where they can meet and talk to each other and their friends not as citizens of Turkey or Iraq or Iran, nor as immigrant French, but as Kurds. For that reason the Kurdish Institute may be one of the more important things Kurds have done lately. To show themselves and the world that there is a real Kurdistan and that one of its outposts is at 107, rue Lafayette in Paris.

All financial assistance, subscriptions, articles, contributions, inquiries should be sent directly to: Institute Kurde de Paris, 106, Rue Lafayette - 75010 Paris, France. Tel: 824 64 64.

An Open Letter to the President of the United States

Kurds, the measures taken by Turkish authorities would appear to have been so repugnant to Western cultural norms that they would be properly characterized as persecution."

It is sadly ironic that Turkey should have invaded Cyprus on the pretext of defending the human rights of Turks on the island. Ironic that Turkey should be so anguished over the erasing of Turkish names in Bulgaria. Ironic that this same government should apply these same practices against the Kurds who constitute one quarter of its own indigenous population.

President Ronald Reagan
Washington, D.C.

March 27, 1985

Dear Mr. President:

As an American born in Vermont and raised with pride in my heritage, I am writing to you on behalf of the 10 million Kurds living in Turkey — and the handful who have found freedom in the United States — to urge you to take this rare opportunity to assure Turkey's Prime Minister Ozal that America cares about the plight of people who are being robbed of their cultural birthright.

The record of American support for the Turkish government is clear. We are counting on you to make equally clear America's refusal to accept Turkish efforts to force the Kurdish people to surrender a heritage of thousands of years, a heritage that has survived the repression of the past 60 years in Turkey.

Turkey, which views itself as the "model for the world on human rights," recently adopted a constitution hailed by the U.S. Department of State as the solution to many past abuses. It is a document that not only effectively prohibits the use of the Kurdish language, but expressly excludes from the freedoms it purports to guarantee, any expression of Kurdish identity.

Bent on assimilation, which means in reality the destruction of a people's identity, the Turks have forbidden the Kurds to publicly speak Kurdish, to read or to write in Kurdish, to wear Kurdish costume, even to listen to Kurdish music. Seraffetin Elci allowed himself to be quoted as saying: "I am a Kurd. There are Kurds in Turkey." For that crime he got 2½ years at hard labor in a Turkish prison. Ismail Beshikci, not a Kurd, but a Turkish sociologist, has served most of the past 10 years, and was just sentenced to another decade in prison for insisting that there is an oppressed Kurdish population in Turkey. Amnesty International has said of these military prisons, that torture is so commonplace it is "routine practice." In March of 1984, 11 Kurds fasted to death in Diyarbakir military prison to protest these routine practices.

In Turkey, the words, Kurd and Kurdistan, like Armenia and Pontus, have been forcibly erased from the literature. Franz Reissig, a Lufthansa employee in Istanbul who is a German national, was jailed, and a three year prison sentence was demanded by the authorities. His crime: he photographed an antique globe for an airline ad, a globe which bore the forbidden names of Kurdistan, Armenia and Pontus. And the Turkish Historical Society has been charged with proving that Kurds are really Turks. Dr. S. Sekban's book of the same name has recently been reprinted to reinforce that fabrication.

The evidence of Kurdish oppression at the hands of the Turkish government recently led even a seasoned United States immigration judge to conclude that "... the treatment of persons of Kurdish origins in all of the countries where Kurds are indigenous has been one of continual repression. Their fate in Turkey has not been substantially different. In administering sanctions against

No amount of sophisticated public relations can mask the odious history of Turkey. As early as 1801, W.R. Eton wrote in his *Survey of the Turkish Empire*: "The insensibility of these barbarians is astonishing; living amid the effulgence of genius, they have not caught one spark. . . whence the fine arts are banished; where ignorance, tyranny, superstition and gross sensuality only dwell in sad and stupidly solemn pomp, or issuing out with savage fury, lay waste the country round, and imbrue their hands in the blood of the helpless, murdering without remorse those they have conquered. Thus the finest countries in the world have become deserts: part inhabited by savage beasts and part by savage men. . . we need only consider the island of Cyprus, now an almost uninhabited desert. . . Every object, moral and physical, the fair face of nature, and the intellectual energies of the inhabitants, have alike been blasted and defiled by the harpy touch of Turkish tyranny. . ." And then came the sack of Smyrna and the Armenian genocide.

Only two years ago, at a session of the Council of Europe, Turan Gunes, former Minister of Foreign Affairs for Turkey, told Kurds: "If you have the courage, then claim your independence. And we'll fight. If you think you can defeat the most powerful army in Europe—the Turkish army—go ahead. And allow me to add that if a few countries like West Germany, France and England exhibit a little tolerance towards us, we won't have any trouble liquidating a few million Kurds."

The harpy touch of Turkish tyranny lingers today. You, Mr. President, are in a position to bring that sad and chronic state of affairs to an end. We are counting on you to let Mr. Ozal know that American aid is expressly for economic development and for strengthening NATO, not for increasing the repression of the Kurds or aggression against Turkey's neighbors. You, Mr. President, can make Mr. Ozal understand that to spend even one cent of American taxpayer's money to sustain Turkey's current policies is more than any decent American can afford. After all, we have an ethos to live up to.

As an American in this bastion of freedom and ethnic pluralism, I implore you, Mr. President, to speak out for all of us Americans on behalf of all of the people of the world whom Turkish policies endanger.

Respectfully yours,
Dr. Vera Beaudin Saeedpour
Director
The Kurdish Program

**The Kurdish Program
Cultural Survival, Inc.**

1133 Avenue of the Americas, New York, NY 10036, 212-764-1133
11 Divinity Avenue Cambridge, MA 02138 617-495-2562



MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

18 APR 1985

Senator The Hon. Donald L. Chipp,
Leader of the Australian Democrats,
Commonwealth Parliament Offices,
400 Flinders Street,
MELBOURNE, VIC. 3000

Dear Senator,

Thank you for your letter of 13 February concerning the situation of the Kurdish people. I have received a number of letters on this subject. The Government is aware of allegations of discrimination against Kurds not only in Turkey, which has the largest Kurdish population, but also in the neighbouring countries of Iran, Iraq, Syria and the USSR. These allegations should be seen in the context of Kurdish claims for autonomy which date back at least to the division of the Ottoman Empire after the First World War. The Kurds were offered the prospect of independence under the Treaty of Sevres of 1920, which was never implemented.

It seems clear that, as a group, the Kurds suffer discriminatory measures. Turkish law forbids activities that aim at destroying the "ethnic unity of the Turkish nation" or developing "a culture other than a Turkish culture" within the borders of the State. The Turkish Government's response to expressions of concern about the situation of Kurds in Turkey is to deny that there is any ethnic discrimination and say that all Turkish citizens are equal in the eyes of the law.

Iran and Syria have also been unsympathetic to the aspirations of Kurds within their territories, and the Soviet Union's record should not be forgotten. While the USSR claims that all its nationalities enjoy full cultural rights and equality irrespective of their size, the actual experience of minorities, including the Kurds, has been quite different. It might be added that there has been relatively little concern expressed in the West on behalf of Soviet Kurds because, unlike the case of Turkey and other states inhabited by Kurds, virtually no Soviet Kurds have been permitted to leave the USSR.

While Iraq, like other states in the region, has responded forcefully to perceived Kurdish separatism, a Kurdish

../2

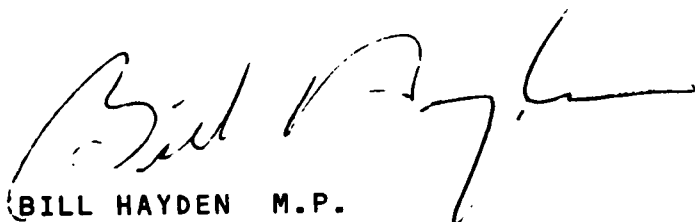
autonomous region has been set up in that country, making it the only state inhabited by Kurds which has, formally at least, granted cultural and political status to the group.

The Australian Government has responded to allegations of discrimination against the Kurds by referring to the matter both in bilateral contacts and in multilateral human rights forums, most recently at the 41st Session of the Commission on Human Rights (6 February - 15 March 1985). Individual cases which come to the Government's attention are followed up.

The Government is firmly committed to the promotion and protection of human rights throughout the world and believes that one way that attempts can be made to achieve greater respect for human rights is to encourage all countries which have not yet done so to become party to the basic international human rights instruments. The USSR, Iran, Iraq and Syria are all party to these instruments, but Turkey is not. The Australian Government has also given its active support to the UN Working Group on Indigenous Populations whose task is to define and codify the rights particular to the situations of indigenous populations throughout the world, in part with a view to preserving their culture and ethnic identity.

More generally, the Government has in the past not hesitated to voice its concern where there are good grounds to believe that violations of human rights have occurred. In this connection the Government has attempted to assist the cause of numerous oppressed ethnic and religious groups. While the Government has not specifically addressed the question of the Kurds in all of the countries they inhabit, it continues to monitor their situation to the extent that it can, and if specific violations are brought to its attention, would consider appropriate action.

Yours sincerely,



BILL HAYDEN M.P.

Minister For Foreign Affairs

Ethnic Kurd Population Persists in Guerrilla War

ISTANBUL — "Happy is he who calls himself a Turk."

When Kemal Ataturk coined that phrase, he might have been thinking of the host of ethnic groups he inherited from the shrunken Ottoman Empire and on which he had imposed, like it or not, a Turkish identity.

None of these groups have given the Turks more trouble at home than "the sons of Saladin," the almost mythical Kurd leader of the Crusades who inoculated his people with that fierce spirit of nationalism and indomitable independence that still characterizes most Kurds today.

Twice, in 1925 and 1930, the Kurds rose against the Ataturk reforms that turned them into Turks and suppressed their language and customs. Twice they were defeated. But they did not give up.

In Turkey's southeastern provinces, near the Euphrates River and around Lake Van, pockets of Kurdish rebels (officially known as "separatists") today continue to fight a guerrilla war for an autonomous state. Their struggle is as stubborn as that of fellow Kurds in Iraq and Iran.

Over the last 15 years, according to Kurdish sources, 250 Kurds have been executed for their part in the rebellion. Thousands are in jail. (No Kurd has been executed in Turkey since 1980, Turkish officials say.)

Almost every other day, Turkish newspapers report the deaths of soldiers (mainly members of anti-guerrilla units) and separatists during skirmishes. Turkey's southeast, around the city of Diyarbakir, where 80 percent of an estimated 7 million Kurds live, remains under martial law.

The government says that in the last nine months alone, 38 security officials, both military and civilian, were killed in fighting around six states in the southeast. In the same clashes, 65 armed "separatists" lost their lives "when they refused to surrender," a government spokesman said. He added that 50 by-standers were also killed "by the separatists."

In the past, in Kurdish villages where people only speak Kurd (heavy prison penalties are imposed for distributing printed material in the language), where fields are still tilled by hand, girls are still "bought" from their parents and transported by ox wagon or donkey, the rebels could always find temporary refuge and food.

But that has changed. Journalists who have visited the area say relentless pursuit by the Turkish Army has made coherent revolt impossible and only scattered guerrilla cells of four to six members make occasional sallies. The times are gone when rebels operated in *ajais*, or "liberated zones."

"There is no coordinated resistance left in Turkey, though the Kurds fight on," a Kurdish representative in Europe admitted.

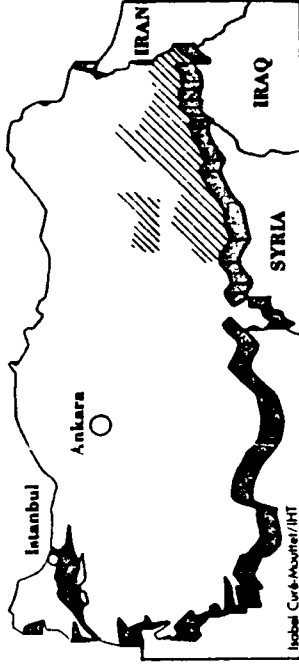
Fortunately for their opponents, the Kurds have always tended to form splinter movements, caused not so much by differences in ideology but by squabbles over leadership. Outside powers have frequently used the Kurds as instruments to destabilize the region.

In dismantling the lingering pockets of resistance, the Turkish Army has also been aided by a tacit agreement with Iraq. Under the accord, Turkish troops have, at least twice, penetrated deep into Iraqi territory (across an unguarded border) in pursuit of Kurdish rebels, who often seek refuge in Iraq.

Last week, Interior Minister Yildirim Akbulut said: "Discussions are taking place to make it possible for Turkey to have a [military] operation into a neighboring country."

It was the first time a Turkish government official announced that Turkey was negotiating for the right to conduct a punitive expedition across the Iraqi border in pursuit of Kurdish rebels.

Ugur Mumcu, a writer and an expert on guerrilla warfare, says, however, that Syria has recently trained Armenian and Kurdish rebels in a joint camp. A booklet



Areas of Kurdish guerrilla activity in southeast.

available in London claims the two ethnic groups are fighting together now.

Officially, there are no Kurds in Turkey. Sometimes, officials refer to them as "mountain Turks" and some distinguish between "quality Kurds" (those who have integrated) and "terrorist Kurds."

When the governor of a southeastern province almost entirely inhabited by Kurds (to whom he speaks through an interpreter) was recently asked about the Kurdish problem, he shrugged his shoulders and said: "There are no Kurds in my province, just Turks."

There is no discrimination if a Kurd adapts. In a recent interview, Prime Minister Turgut Ozal, born in the southeast, said: "Let me tell you that the Kurds are not an ethnic group in Turkey. I don't agree with that. There is no separation and today I don't know whether in

my ancestors there are Kurds or Turks because there were intermarriages and the language is very similar.

"We have the same complexion and there are many governors and generals to whom we never say you are a Kurd or a Turk. It doesn't make any difference."

Much of the Kurdish problem has its roots in the feudalistic and impoverished southeast, one of the Middle East's most backward regions.

However, the new Ataturk Hydroelectric Dam near Urfa will irrigate 700,000 hectares (1.73 million acres) of land, most of which is inhabited by Kurds.

The dam might yet give the Kurds a share of wealth, something ethnic experts feel "is certain to tie them closer to Turkey than laws and talk of a unified identity."

— ULI SCHMETZER

TURCHIA

I NUOVI GIANNIZZERI DELL'ASIA MINORE

Dopo la rivoluzione islamica, e perdurando la guerra fra Iran e Iraq, Ankara ha assunto sempre di più il ruolo di gendarme del fianco orientale della Nato.

L'espansionismo turco è in ripresa? Numerosi elementi danno corpo a questa ipotesi. Negli ultimi tempi la Turchia è stata al centro di una serie di accordi, corteggiamenti, tensioni con i paesi limitrofi. Tutto ciò sembra indicare un maggiore attivismo politico e interventismo militare nell'area mediorientale e balcanica.

I fatti: militarizzazione dell'area turco-cipriota e del Kurdistan turco, l'acuirsi della tensione con la Grecia per il controllo del Mar Egeo, il supporto alla minoranza turca in Bulgaria, la visita del primo ministro iraniano Hussein Musavi ad Ankara, l'accordo militare con l'Iraq per il controllo delle frontiere comuni. A tutto questo si aggiunge il rafforzarsi dei legami tra Ankara e Washington, soprattutto sul piano militare.

Alla fine degli anni '70 la caduta dei regimi prooccidentali in Afghanistan e in Iran ha accentuato l'importanza strategica della Turchia, l'alleanza più fedele della Nato e roccaforte degli interessi statunitensi nel Mediterraneo orientale e nel Medio Oriente. Oggi più che mai, in seguito alla rivoluzione islamica e al protrarsi della guerra Iran-Iraq, la Turchia svolge la funzione di ago della bilancia per man-

tenere lo status quo nell'area.

Sul piano interno le direttrici su cui è impostata la strategia militare turca sono Cipro e il Kurdistan turco. «Dobbiamo mobilitare tutte le nostre risorse per contrastare l'espansionismo turco» — sostiene il segretario generale del Partito socialista (Edek), il greco-cipriota Hadjimitriou. Cipro è al centro del contenzioso tra Atene ed Ankara, che nel 1974 occupò un terzo dell'isola. «L'imperialismo anglo-americano e la Nato vogliono fare di Cipro la più grande base militare del Medio Oriente» — aggiunge con vigore il greco-cipriota Ezekias Papaioannu, segretario generale del Partito comunista (Akel) dell'isola. E prosegue, dando alcuni dati sulla militarizzazione ad oltranza dell'area turco-cipriota: «Gli Stati Uniti hanno costruito a Lefkoniko il più grande aeroporto militare del Mediterraneo orientale e del Medio Oriente. Stanno costruendo una base navale a Kyrenia e basi missilistiche sulla catena montuosa intorno a Pentadakylos e nella penisola di Karpaz».

Queste preoccupazioni trovano riscontro anche sulla stampa turca. In un'intervista, il presidente turco-cipriota Rauf Denktash ha sostenuto che l'aeroporto di Lefkoniko sarà utilizzato

solo per fini civili; l'aeroporto è il più vasto della regione e molteplici fonti indicano che sarà utilizzato dalle Forze di rapido intervento americane. Inoltre, nello scorso dicembre alcuni alti ufficiali statunitensi della Nato avrebbero compiuto un sopralluogo. Sembra perlomeno sospetto che la Turchia investa forti capitali in un aeroporto superattrezzato e in grado di ricevere i più moderni aerei per i 120 mila abitanti, i 25-40 mila militari turchi di stanza nell'isola e gli scarsi turisti.

La funzione assunta da Ankara di gendarme del fianco orientale della Nato ha avuto una immediata ripercussione nel Kurdistan turco, che riveste una cruciale rilevanza strategica, essendo a ridosso di Iran, Iraq e Unione Sovietica. Le installazioni militari della Nato e degli Stati Uniti vengono rammodernate e sono in costruzione nuove basi. Sono stati ampliati gli aeroporti delle città curde di Kars, Hakkarî, Mardin, Diyarbakir e soprattutto di Van, sede del quartier generale delle Forze di rapido intervento e già utilizzata nell'ambito della Nato. Alcune strade sono state ampliate per permettere l'atterraggio di aerei in caso di emergenza. Sono state installate le trasmissioni radio della Voce

dell'America e Freedom, dirette verso il Medio Oriente e l'Unione Sovietica. Inoltre, sarebbe prevista l'installazione di ordigni nucleari.

Rispetto all'Anatolia ha assunto maggiore rilevanza il Kurdistan turco e dove stazionano i due terzi dell'esercito turco, formato da 470 mila uomini. La terza armata presidia il Kurdistan, alla frontiera con l'Urss e l'Iran, e nel corso del 1983 è stato completato il trasferimento della seconda Armata da Konya a Malatya, alla frontiera siriano-irachena. Ne risulta quindi che l'interesse strategico occidentale verso il Kurdistan ha come riscontro immediato la militarizzazione dell'area e la salvaguardia dell'operato dei generali turchi, opponendo una cortina di silenzio alla repressione dei 12 milioni di curdi turchi.

In questo contesto la Turchia si è arrogata il ruolo di imporre in tutte le aree del Kurdistan (Iran, Iraq, Siria) la pax turca, manu militari, potendo contare sull'esercito più efficiente della regione. E diventa quindi un pericoloso precedente l'accordo raggiunto lo scorso ottobre tra Baghdad e Ankara per la sicurezza delle frontiere, dove viene permesso all'esercito dell'altro

Stato di penetrare sino a una profondità di 15 chilometri per dare la caccia ai guerriglieri curdi, e senza richiedere la preventiva autorizzazione dello Stato sovrano.

«Anche se Ankara ha rafforzato negli ultimi anni i rapporti economici con i paesi mediorientali, la sua politica estera è in realtà contro gli Stati arabi. La Turchia può essere utilizzata contro l'Iraq, l'Iran, la Siria e gli altri Stati arabi» — rileva Kemal Buray, segretario generale del Partito socialista del Kurdistan di Turchia —. E prosegue: «La classe dominante turca non perde occasione per avanzare rivendicazioni sui territori facenti un tempo parte dell'impero ottomano, come sulla città petrolifera irachena di Kirkuk, dove risiede una comunità turcomanna. I servizi segreti di Ankara non sono estranei alle rivendicazioni dei turchi dell'Azerbaigian in Iran. Infine il supporto dato recentemente da Ankara ai turchi in Bulgaria, che ha sollevato tensioni tra i due Stati per le accuse rivolte a Sofia di non rispettare i diritti della minoranza turca, viene strumentalizzato anche per fini interni, come propaganda contro il socialismo».

Mirella Gallotti

MINORITÉS

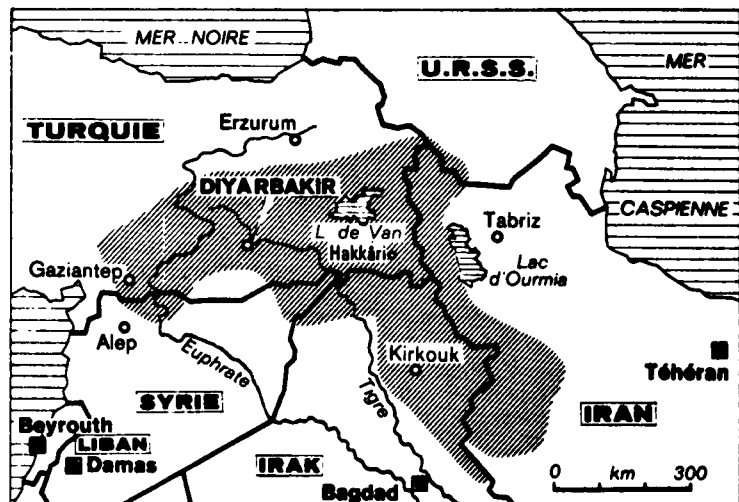
Les Kurdes, éternels rebelles

Que de chemin parcouru en dix ans ! Le 11 mars 1974, une grande majorité de Kurdes refusaient la loi d'autonomie proposée par Bagdad. Dirigés par Mustapha Barzani, le vieux chef charismatique du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-Irak) et aidés par l'Iran du chah, ils se battaient contre le gouvernement irakien. Pour le chah d'Iran, l'aide accordée aux Kurdes d'Irak n'était qu'une carte à jouer dans le différend frontalier du Chatt-el-Arab, qui l'opposait à son voisin, la rébellion kurde affaiblissant l'Irak. Aussi lorsqu'à la conférence de l'OPEP à Alger, le 6 mars 1975 l'Irak renonça à toute revendication territoriale, l'Iran, supprima toute aide à Barzani. Ce fut l'effondrement du mouvement national kurde.

Aujourd'hui, la loi d'autonomie est mise en œuvre au Kurdistan d'Irak. Le PDK-Irak s'est divisé en plusieurs organisations. L'une d'elles, le PDK progouvernemental, est dirigé par un ancien compagnon de Barzani, M. Hachem Aqrawi, qui participe au gouvernement actuel. Ce qui reste du PDK est dirigé par les fils de Mustapha Barzani (mort en 1979), qui, depuis leur collaboration avec la République islamique d'Iran, ont perdu l'audience de beaucoup d'opposants kurdes. Jalal Talabani, ancien « jeune loup » du PDK-Irak, souvent en conflit avec Barzani, est depuis 1975 le chef de l'UPK, la plus importante organisation kurde d'Irak. Les Kurdes d'Iran, quant à eux, sous la direction de deux organisations politiques, le PDKI, dirigé par M. Ghassembou, et le Komala, organisation du Kurdistan du Parti communiste d'Iran, aidés par le gouvernement de Bagdad, sont, depuis l'été 1979, en guerre déclarée contre le gouvernement de la République islamique.

Le dernier poste de l'armée irakienne franchi, on pénètre dans une sorte de Far-West kurde. Le paysage se dénude, les sources et les villages s'espacent. Après le premier poste de contrôle de l'UPK, maîtresse des lieux, voici la « zone libérée » où, avec la bénédiction de Bagdad, se sont réfugiés, après les attaques iraniennes de l'automne 1983, les bureaux politiques des oppositions armées au régime de Khomeiny.

M. Ghassemblou ne se considère pas comme l'otage du gouvernement de Bagdad : « Si vous regardez une



/// Régions de peuplement kurde

carte du Kurdistan, vous comprenez que nous sommes géopolitiquement encerclés. Géographiquement, parce que nous n'avons pas d'accès à la mer. Politiquement, parce que les pays environnants n'ont guère d'amitié pour les Kurdes (et c'est le moins qu'on puisse dire pour la République turque). Si un Etat nous permet d'avoir sans conditions préalable un passage vers l'extérieur, nous acceptons une telle coopération. C'est ce qui se passe avec le gouvernement irakien. Nous - Kurdes et gouvernement irakien - sommes en guerre contre le régime de Khomeiny. Nous nous trouvons concrètement du même côté de la barricade, mais nous ne combattons pas le régime de Khomeiny pour le compte du gouvernement irakien : notre combat a commencé bien avant la guerre irano-irakienne.

« Notre espoir est en Irak »

Les autorités irakiennes, quant à elles, affirment aider les Kurdes d'Iran parce que leur lutte, qui a pour but la reconnaissance par l'Iran des droits que l'Irak a reconnus à ses Kurdes, est légitime. M. Hachem Aqrawi, ministre d'Etat, secrétaire général du PDK progouvernemental, nous dit : « Nous avons obtenu ce pourquoi nous nous battons : l'autonomie, et nous souhaitons que les Kurdes d'Iran et de Turquie aient les mêmes droits que nous. Il est vrai que, pour le moment, les

grands projets sont décidés à Bagdad, mais, dans l'avenir, la région autonome aura de plus en plus de pouvoir.

L'Irak de 1984 n'est pas l'Iran de 1975. La région autonome, telle qu'elle est, existe bel et bien, et les responsables kurdes d'Erbil, Soleymanieh, Dubok ou Bagdad ne sont pas des fantoches. Ils sont là en tant que Kurdes. Et leurs frères d'Iran ne craignent pas qu'un accord Iran-Irak se fasse sur leur dos, car ils comptent d'abord sur leurs propres forces. L'appui qu'ils trouvent en Irak reste marginal, les *pehmergas* utilisent surtout des armes individuelles disponibles sur le vaste « marché du kalachnikov » du Moyen-Orient. De plus, s'ils ont l'appui de l'Irak, ils ont aussi celui de la principale organisation kurde d'Irak qui est en train de négocier avec Bagdad. L'association bipolaire traditionnelle d'un mouvement kurde avec le gouvernement central du pays voisin est remplacée par celle d'un gouvernement central (Irak) et du mouvement kurde du pays voisin dans sa grande majorité (PDKI, Komala), allié à un des mouvements kurdes d'Irak (UPK). Ainsi, un renversement brutal d'alliances, comparable à l'accord d'Alger de mars 1975, ne conduirait pas le mouvement nationaliste kurde d'Iran à la catastrophe. En ce sens, l'optimisme des dirigeants kurdes d'Iran n'est sans doute pas injustifié.

CHRISTIANE MORE
(14-15 octobre 1984).

Kurds have lost their way in struggle for a separate state

KURDISTAN

From ROBERT FISK
in Karaj, Iran

ON THE far wall of Mr Idriss al-Barzani's living room hangs a large cloth portrait of his dead father, General Barzani, alongside which is a smaller coloured photograph of Ayatollah Khomeini.

Both symbolise the life of a man who claims he is a Kurd first and an Iranian second — indeed scarcely an Iranian at all.

Mr al-Barzani is himself something of a symbol, a sad one, in his tightly knotted Kurdish *kuffiah* and open-tormented battledress blouse.

He is one of those representatives of the United Kurdish People who has found himself opposed not just to a nation — in his case, Iraq — but to many of his own people as well.

While he accepts arms and assistance from Iran to liberate his own Iraqi Kurdistan, his rival, Mr Abdul Rahman Qassemli, takes Iraqi assistance to liberate Iranian Kurdistan: a conflict which ensures neither side shall win.

Mr al-Barzani is a small man with sharp, slightly disturbing eyes that study his questioner suspiciously. His energy moves him to drawn-out but often angry replies. His struggle, after all, has been a long one.

Since old General Barzani died — only to be dug up and tossed from his tomb by his enemies — Idriss al-Barzani has spoken for the Iraqi Kurdish Democratic Party.

Since an estimated 20 million Kurds are spread over Iran, Iraq, Turkey and even Syria —



A Kurdish woman and her children . . . citizens of a nation locked within borders of other warring nations

and since many of them have been at war with three national governments for several decades, their battle for autonomy often appears hopeless, at the most a conflict which has been manipulated by the states which would class them as citizens.

And Mr al-Barzani is quick say that he is not seeking the liberation of Iranian Kurdistan. It is Iraqi Kurdistan in which he is interested. "We are struggling for real autonomy within the Federal Republic of Iraq," he says. "We have already told Iranian Kurds to enter into peaceful negotiations with the Iranian authorities and to avoid using arms against them."

Like many of his followers — he says he has more than 7000 Kurdish *pehmerga* guerillas under his orders — he looks back to 1975 to identify the cause of both Kurdish despair and international treachery.

In that year the Iraqi government and the Shah of Iran

concluded an agreement in Algiers at which the Shah abandoned his support for the Kurdish war against Iraq in return for control over the Shatt al-Arab waterway.

The treaty effectively divided the Kurdish rebels and also provided the *causa belli* of the present Gulf war.

Shah abandoned support for Kurds

Mr al-Barzani thus regards the late Shah and President Hussein of Iraq as his enemies, a view that is not unnaturally welcomed by the Iranians.

Iran, he says, gives his Kurdish fighters both light arms and ammunition although he has still found no means of combatting the Iraqi jets which now bomb his mountain retreats with regularity.

His battle is important, nonetheless, because he is a key figure in the less public-



ised sector of the Gulf war front line, in the mountains of north-east Iran.

If Mr Hussein falls, it will be Mr al-Barzani whom the Iranians will wish to see installed in the "Iraqi Federal State of Kurdistan".

Of his own nationality, Mr al-Barzani seemed quite firm.

"I am a Kurd first, although I used an Iranian passport to go to America when my father became ill. You can describe me as a Kurd for Iran."

There can be no doubt of his venom for Qassemli, the enemy whom, he says, shelled 12,000 Kurdish refugees in a camp in the mountains and who ordered his father's body to be hurled from its grave.

But it is against the Iraqi regime that his anger is chiefly directed.

Mr al-Barzani feels a good deal safer in Iran, although, asked why he lives in Karaj, so many hundreds of miles from his Kurdish guerillas in the mountains, he replied: "I would like to live in Kurdistan. Many times I have requested the Iranian Government to give me permission to live there, but it is always denied."

The Times

The struggle for Kurdistan by David McDowall

Iraq's efforts to drive Iran into a negotiated settlement of their futile war has overshadowed another regional struggle of immense importance to no less than 16 million people: the Kurdish war against Baghdad and Tehran. The outbreak of the Iran-Iraq war in 1980 provided the Kurds with their best opportunity to achieve a measure of self-determination since the unsuccessful attempt to establish a Kurdish state as part of the First World War settlement of the defeated Ottoman empire. With two of the three states in which the vast majority of Kurds live at war, there was a chance that both Tehran and Baghdad might be forced to concede more than they had been willing to do previously.

In Iran the Kurds, led by the popular spiritual leader, Sheikh Izz ad-Din Hussein and by Abd ar-Rahman Qassimlu, secretary-general of the Iranian Kurdistan Democratic party (KDPI), tried to negotiate an autonomy agreement for Iranian Kurds following the overthrow of the shah in early 1970, but revolutionary Tehran would not play. An Islamic state, so the argument ran, could not brook ethnic separatism, although the Shi'ite divines were willing to offer minority status to Sunni Muslims, comprising most of the Kurds. Tehran's "Sunni offer" was rejected by the Kurds, who proceeded in 1979 to take con-

The outbreak of the Iran-Iraq war in 1980 provided the Kurds with their best opportunity to achieve a measure of self-determination since the First World War settlement of the defeated Ottoman empire.

trol of the province of Kurdistan. Their success, however, was short-lived, and the Iranian army, despite the major Iraqi assault across the Shatt al-Arab in the summer of 1980, was able to drive the Kurdish insurgents out of most Iranian Kurdish areas over the next two years. The help the Iranian Kurds had hoped for from the Iraqi side of the border proved two-edged. They did receive support not

only from the Iraqi Ba'th but also from Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and from one or two other smaller groups. But the largest Iraqi Kurdish party, the Kurdistan Democratic Party (KDP) forged an alliance with Tehran in order to ensure support for its rebellion against Baghdad, and cooperated in Tehran's campaign against their Iranian Kurdish neighbours, thus souring pan-Kurd relations considerably.

There was nothing new in the KDP's treatment of the KDPI. Masoud Barzani assumed KDP leadership following the death in 1979 of his famous father, Mulla Mustafa Barzani, who had himself chased KDPI fighters out of Iraq during their earlier struggle against the shah in the late sixties, executing some and handing others over. KDPI policy has always been pragmatic, preferring to subordinate Iranian Kurdish interests to its own struggle against Iraq and to the advantages inherent in an alliance with Tehran. There is also now an emotional factor: Mulla Mustafa Barzani was buried at Ushnavia in Iranian Kurdistan; when the KDPI controlled the area the body was dug up, and the KDP now holds the KDPI responsible for this desecration. Inside Iraq, Barzani's takeover of the KDP also left deep splits in the Iraqi Kurdish movement. In particular Jalal Talabani and other longstanding KDP members never forgave Barzani for his charismatic and tribal style which, whilst proving irresistibly attractive to many Kurds, undermined their efforts to evolve a Kurdish political movement based upon democratic decisions, leftist ideology, and a belief that the old primordial loyalties of kinship and territory (each tribe in its own valley), should be replaced with more Western ideas of democratic nationalism. Perhaps not surprisingly, the old loyalties proved far stronger, and Talabani has been able to establish a following only amongst the urban and lowland Kurds, particularly around Sulaymaniya. Barzani's zone of control was largely Kurmanji-speaking (the northern Iraqi dialect spoken throughout most of Kurdish Turkey too), whilst Sulaymaniya was a capital of Sorani Kurdish, the dialect officially recognised by Baghdad. Even in the Kurmanji-speaking north where Barzani controlled most of the territory, he was opposed by neighbouring chiefs as a result of ancient tribal feuds, some a century or more

old. Many of these tribes have been perfectly willing to provide irregular forces for the Iraqi government for no better reason than their traditional opposition to what they view as the overweening ambitions of the Barzanis.

When the Ba'th came to power in Iraq in 1968 Talabani had hoped to lead Kurdish negotiations with Baghdad, but was discarded once the Ba'th realised that Barzani alone commanded sufficient authority amongst the Kurds to negotiate a deal. However, the Ba'th-Barzani negotiations on Kurdish autonomy fell apart in 1974 and Barzani, with strong Iranian backing, rebelled. Unable to defeat Barzani whilst the latter was supported by Iranian artillery and air strikes, the Ba'th government ceded the Thalweg demarcation down the centre of the Shatt al-Arab as the price for Iran cutting off its help to Barzani in March 1975. The latter's revolt collapsed within a week, and Jalal Talabani quickly made use of the opportunity to raise a new opposition party, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and to commence guerrilla activity. The PUK was funded by Syria, and later formed a coalition with the other non-Kurdish opposition parties in Iraq. When war broke out between Iraq and Iran, Talabani was hopeful that with the support of the KDPI and other anti-government groups on both sides of the border, they could force both Tehran and Baghdad to negotiate autonomy on Kurdish terms.

The PUK feared the possibility of attack on three fronts, by Turkey, Iran and Iraq.

In December 1983 that hope seemed near fulfilment. The Iranian counter-offensive had carried the war back into Iraqi territory, including Hajj Omran in Iraqi Kurdistan. But the PUK had other worries: in May 1983, following an agreement with Baghdad, Turkey had sent troops into Iraq to destroy Kurdish guerrilla bases. Although the operation was largely unsuccessful, the PUK feared the possibility of attack on three fronts, by Turkey, Iran and Iraq. It therefore agreed to a ceasefire with Baghdad based on the expectation of a substantial expansion of the terms of the Autonomy Law of 1974. But the Ba'th temporised until the West, alarmed at the prospect of an Iranian victory, had armed Iraq on a scale which ensured that it was unlikely to be defeated. At the end of last year the PUK finally lost patience and announced a resumption of hostilities, but its flirtation with Baghdad had by then lost it considerable support. The KDP was able not only to regain its following but also to forge alliances with those opposition groups previously in coalition with the PUK. The KDP now controls most of the northern areas bordering Turkey, and in its own efforts to build pan-Kurdish cooperation has given support and asylum to Turkish Kurd resistance guerrillas, notably the radical leftist PKK.

The growing bond between Iraqi and Turkish Kurds has drawn Turkey into what is now a pan-Kurd conflict. It fears the growth of Iraqi-inspired nationalism amongst its own eight million, long-oppressed Kurds, and is also anxious to guarantee the continued flow of Iraqi oil from the Kirkuk oilfield. It therefore willingly agreed with Iraq to assist "police" the border areas with hot pursuit operations up to 20 km into Iraq. A new major Turkish cross-border operation has been expected for some time. The fact that it has not yet taken place may be because Iran, with whom Turkey also enjoys a growing trade relation-

ship, has warned Turkey not to attack the bases of its ally, the KDP, as long as the latter is helping in its war against Baghdad. However, Turkey must balance Iran's goodwill against its concern to protect Kirkuk oil and to contain its own Kurdish problem. It is also increasingly aware of the role the United States wants it to play as the shah's successor gendarme in the region; the US may feel that the Kurds provide a dangerous opening for Moscow. There is another interesting Turkish ingredient to the Kurdish conundrum. Turkey very unhappily conceded the *vilayet* of Mosul to British-controlled Iraq in 1926, and more than one influential Turk has recently referred to Turkey's longstanding interest in the province. In the event of a major upheaval, might Turkey be tempted to "rescue" the Kirkuk oilfields for the West?

The Kurdish front against Baghdad is not to be underestimated. According to KDP sources, the Kurds are now occupying the efforts of one of Iraq's four armies, in addition to 50,000 pro-government Kurdish irregulars. The KDP commands some 12,000 troops; in March, its guerrillas took the town of Dohuk for twenty-four hours, and have now a strong following in a great swathe from the Syrian-Iraq border along the length of the Iraq-Turkey border, with other areas of support further south. The PUK, with roughly 10,000 fighters, continues to hold ground in the southern part of Iraqi Kurdistan and, like the KDP, has successfully ambushed Iraqi army columns and seized control of mountain roads. The Kurds are proving to be a formidable thorn in Iraq's side, so much so that Saddam Hussein has seized 8,000 non-combatant members of the Barzan clan, including three of Mulla Mustafa's sons. In March, despite an amnesty declared in February, the Iraqi government executed 116 Kurds without trial in Mosul prison. These included army deserters, army "malingerers", and members of Kurdish political parties, the KDP and the smaller Kurdistan Popular Democratic Party. On 10 April the PUK wrote to Amnesty International to announce the "disappearance" of 600 Kurdish political prisoners during the course of 1984 from Iraqi prisons. They remain unaccounted for. It is unlikely the Iraqi government would have behaved so brutally if it believed it could make progress with the Kurdish parties by negotiation. Unfortunately its behaviour is consistent with the 15 April report issued by Amnesty International on torture in Iraq.

There can be no doubt that the Iraqi government badly needs to reestablish its writ in Kurdish areas. Over the past four months it has suffered a series of sharp reverses with more troop columns being ambushed, in the north by the KDP, and in the east by the PUK. There now seem to be indications that the Iraqis are about to have another serious crack at the problem. There has been a build-up of Iraqi troops in Kurdistan and of Turkish troops north of the border, suggesting a joint operation may finally be about to take place. But however brutal and repressive Baghdad, Ankara and Tehran may be (and they undoubtedly are), it is clear that Kurdish national feeling will not go away. For the Kurds themselves the real question is whether they can overcome the problems of both ideology and traditional, primordial loyalties which have dogged them for so long and build a popular movement grounded in something more substantial than their understandable dislike of governmental interference in Kurdish affairs.

David McDowall is author of the new Minority Rights Group report on the Kurds due to be published in June.

18.6. 1985

KURDES : LA TURQUIE VEUT EMPECHER TOUTE ACTIVITE CULTURELLE EN RFA

Voici le texte de la question posée par le parlementaire BINDIG au Parlement de RFA :

- Est-il vrai que ÖZAL (Premier Ministre Turc) dans deux lettres au Gouvernement fédéral, a critiqué la parution de "MIZGIN" publié par les Kurdes vivant en RFA et comment le gouvernement a-t-il répondu ?

- (Réponse) - ÖZAL, dans sa correspondance avec le gouvernement en 1984, a évoqué un large éventail de questions sociales et humanitaires qui ont un rapport avec le grand nombre d'ouvriers turcs vivant en RFA. Dans ce contexte, le côté turc a parlé des dangers provenant des tendances séparatistes et de l'encouragement donné à une revue comme MIZGIN. Danger venant de ces tendances en elles-mêmes et des difficultés de cohabitation qu'elles suscitent parmi les travailleurs turcs en RFA.

Le gouvernement fédéral a toujours précisé qu'il ne s'exprimera jamais en faveur d'initiatives pouvant mener à une destabilisation de la situation intérieure turque ou à des disparités entre les travailleurs immigrés turcs et qu'une aide aux tendances séparatistes en TURQUIE en l'occurrence une aide avec les deniers publics, à des publications défendant ces tendances, ne pouvait donc avoir lieu.

TÜRKİYE POSTASI 12.7. 1985

Turgut Özal F.Almanya'da Kürtçe yayını önlemeye çalışıyor

Özal'ın, Federal Almanya'da yayınlanan Mizgin adlı dergiye karşı Federal hükümetten "önlem" almasını istediği öğrenildi. Federal parlamentonun 15 Mayıs günkü oturumunda hükümete soru yönelten SPD'li milletvekili Bindig, sözkonusu dergi hakkın-

da Özal'ın bu girişiminin gerçek olup olmadığını sordu. Kürtçe ve Almanca olarak yaklaşık iki yıldır çıkarılan Mizgin, Alman Kızılhaçı (Deutsches Rotes Kreuz) ve Kürt Enstitüsü tarafından yayınlanıyor.

Özal'ın, Mizgin'in çıkarılmasına karşı önlem alınması için Federal hükümete iki kez yazılı başvuru yapıp yapmadığı konusunda Bindig'in soru yöneltmesi üzerine hükümet bunu doğruladı. Hükümet sözcüsü, Özal'ın geçtiğimiz yıl iki kez Kohl'e mektup yazarak, "Türkiye'deki bölücü akımların Mizgin gibi yayınlar yoluyla da- burada faaliyet göstermeleri, buradaki Türk işçileri arasında huzursuzluk yaratmaları tehlike-dne" işaret ettiğini açıkladı.

Les Loups gris: des détachements d'assaut

Les Loups Gris, dont font partie Ali Agça, Oral Celik, Abdullah Catli et Mehmet Sener, sont des détachements d'assaut du Parti nationaliste d'action (MHP en turc). Ce parti a été créé en 1969 par le colonel de réserve Alpaslan Turkès, qui de 1975 à 1977 a été vice-premier ministre du gouvernement de droite conservatrice dirigé par M. Demirel.



A l'intérieur du local des Loups Gris à Francfort.

(Photo J.-M. S.)

ont toujours été aidés politiquement et financièrement par la CIA. Des documents saisis au siège du MHP après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 l'ont démontré.

Les journalistes Jürgen Roth et Ugur Mumcu ont publié en RFA et en Turquie des lettres d'Enver Altaylı, inspecteur général du MHP et des Loups Gris en RFA, adressées à Turkès, où sont évoquées avec précision des soutiens au colonel Turkès de la part de la CIA, des services de renseignements ouest-allemands et d'hommes politiques de la RFA comme Franz-Josef Strauss qui a rencontré personnellement Turkès.

Deux millions de Turcs en Europe

Alpaslan Turkès est aussi un ami de Ruzi Nazar et Paul Henze, résidents de la CIA en Turquie, qui furent ensuite mutés à l'ambassade US à Bonn. Nazar est un ancien déserteur de l'armée rouge passé dans le camp nazi et «récupéré» par les services secrets américains à la fin de la guerre.

Deux jours avant l'attentat contre le pape, le quotidien turc «Cumhuriyet» mettait en évidence, le 11 mai 1981, les liens entre l'ambassade US en Turquie et Abdullah Catli, le chef des organisations de jeunesse des Loups Gris, qui fut arrêté le 24 octobre dernier à Paris avec 460 g d'héroïne.

En Europe, où vivent deux millions de Turcs, le MHP a créé 130 associations et clubs appelés «jeunes idéalistes» ou «foyers culturels» (Turk Kulture Ogaci), comme celle interdite l'an dernier à Mulhouse par le sous-préfet. Ces associations de Loups Gris ont leur fédération européenne dont le siège est à Francfort, Gutleutstrasse 173.

Elle était dirigée par Musa Serdar Celebi jusqu'à l'arrestation de celui-ci en novembre 1982 dans l'affaire de l'attentat contre Jean-Paul II.

Dans la région

Son adjoint Ali Batman lui a succédé. Le 20 avril 1985, une réunion de travail s'est tenue au siège de la fédération européenne en présence de 300 responsables euro-

Durant la Seconde Guerre mondiale, Alpaslan Turkès était très lié avec les services secrets nazis, et la Gestapo le présenta dans un rapport en 1944 comme le «Führer du panturquisme».

Même après la défaite du Reich, il fit la propagande du nazisme en Turquie, participant à un putsch militaire le 27 mai 1980.

Dans les années soixante-dix, et jusqu'au coup d'Etat du 12 septembre 1980 (où le MHP fut interdit, et Turkès emprisonné — il a été libéré début avril dernier) les commandos des Loups Gris assassinèrent des centaines d'enseignants, d'étudiants, d'ouvriers, de militants syndicaux et d'hommes politiques progressistes.

Idéologie et programme

Parti néofasciste, le MHP a une idéologie et un programme défini par le livre de Turkès, «Les neuf lumières»: supériorité de la race turque sur les Kurdes, les Juifs, les Arméniens, les Arabes; panturquisme (la grande Turquie qui irait de Vienne à la Chine); anti-communisme et islamisme.

Turkès a toujours prôné l'alliance de la Turquie avec les USA. Son parti entretient des relations étroites avec l'Internationale noire, notamment avec les néo-nazis allemands et autrichiens, Ordine Nuovo en Italie, et en France avec l'ancienne fédération d'action nationale et européenne de Marc Frédérikson. Turkès et les Loups Gris

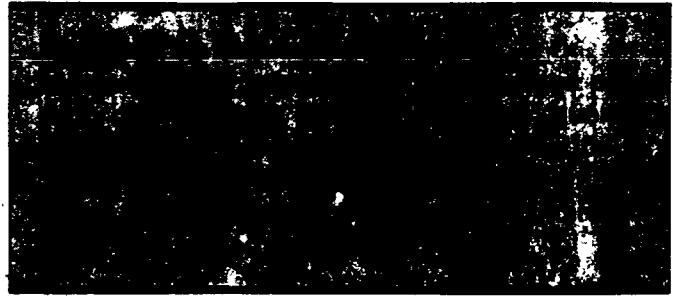
peens des Loups Gris, dont plusieurs venus de France. Après cette rencontre, Ali Batman est venu animer des soirées notamment en Alsace et en Lorraine. Le samedi 27 avril il était à Mulhouse, en cinéma Pax, le 1er mai à Belfort, le 4 mai à Metz.

En France, les Loups Gris, sont implantés à Montbéliard, Mulhouse, Colmar, Strasbourg, Metz, Forbach et dans la région parisienne. Ils sont aussi très nombreux en Suisse, notamment à Bâle, Zurich, Soleure et à Bienne.

Le dossier du trafic de drogue mené en Suisse par Catli, Celik et Sener montre que les Loups Gris financent toujours leurs activités par le trafic de drogue, qui leur permet aussi d'acheter des armes. Ils contrôlent aussi des commerces, et exercent du racket sur de nombreux membres des communautés turques en Europe.

J.-M. S.

KURDES : accord. D'importantes concentrations de troupes irakiennes et turques ont lieu actuellement dans la région de Bahdinan. En 1984, les régimes turc et irakien ont conclu un accord de coopération contre le peuple kurde, dans lequel les deux pays se reconnaissent le droit de suite dans le territoire respectif de l'autre Etat.



Le Monde

6. 6. 1985

Irak

UN MOUVEMENT AUTONOMISTE KURDE ASSURE DÉTENIR VINGT EXPERTS ÉTRANGERS

Vingt techniciens et experts étrangers de divers pays sont retenus depuis mars par les combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), indique un communiqué de cette organisation autonomiste du Kurdistan irakien, dirigée par M. Jalal Talabani. Selon ce communiqué, publié mardi à Paris, dix des techniciens sont roumains, quatre polonais, deux sud-coréens, un italien, deux japonais et un chinois.

L'UPK ne précise pas les conditions posées à la libération de ces otages. Elle indique que « les gouvernements des pays concernés ont été informés et l'UPK a demandé à toutes les entreprises et compagnies étrangères travaillant au Kurdistan irakien de s'engager à ne plus réaliser des projets dans ce secteur sans l'accord préalable de l'UPK ».

« Les gouvernements concernés doivent user sur l'Irak de tous les moyens dont ils disposent afin de l'obliger à abandonner sa politique répressive contre le peuple kurde, et notamment la politique de destruction des villages », ajoute le communiqué, précisant que « quarante villages ont été rasés depuis début janvier ».

L'UPK a repris ses opérations armées contre le régime irakien au début de cette année après la rupture des négociations visant à l'associer au gouvernement.

OUEST FRANCE 10. 6. 1985

IRAN - IRAK

Bombes irakiennes sur un camp de réfugiés kurdes irakiens : plus de 100 morts

Au moins 100 Kurdes irakiens ont été tués et 260 blessés dans le bombardement par l'aviation irakienne d'un camp de réfugiés situé en Iran, dimanche matin. C'est ce qu'a révélé, dimanche, l'un des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (P.D.K.I.), M. Idriss Barzani.

Le fils du grand chef kurde Mostapha Barzani, qui se trouve actuellement en Iran, a précisé qu'il ne s'agit que d'un bilan provisoire et que les re-

cherches dans les décombres continuaient. Il a souligné que 90 % des victimes étaient des femmes et des enfants.

Le camp de Ziveh, au sud d'Oroumijeh, en Azerbaïdjan occidental, a été bombardé dimanche matin, à 9 h 45 (6 h 15 G.M.T.) par cinq avions irakiens. Il rassemblait les familles de combattants kurdes en lutte contre le gouvernement irakien dans les montagnes du nord-est de l'Irak.

JEUNE AFRIQUE 12. 6. 1985

A la demande de Massoud Barzani, le dirigeant des Kurdes irakiens, le colonel Kaddafi de Libye a dépêché un émissaire en Turquie pour inviter ce pays à ne pas déclencher une opération punitive contre les Kurdes d'Irak responsables d'actes de sabotage le long de ses frontières sud-est.

L'Humanité 10. 6. 1985

● AU MOINS 100 KURDES irakiens ont été tués et 260 blessés dans le bombardement par l'aviation irakienne d'un camp de réfugiés situé en Iran, dimanche matin, a déclaré à l'AFP l'un des dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, M. Idriss Barzani.

3. 6. 1985

● LE MINISTRE TURC de l'Intérieur, M. Yildirim Akbulut, a annoncé que l'armée turque envisageait des opérations de guerre en Irak et en Iran contre les populations kurdes en coopération avec les forces armées de ces deux pays.

LE MATIN
DE PARIS

10. 6. 1985

KURDISTAN**La guerre continue**

Deux officiers, un soldat et trois militants séparatistes kurdes ont été tués vendredi dans deux affrontements armés qui se sont produits dans la province sud-orientale de Siirt, ont annoncé dimanche les autorités militaires turques. Ces affrontements ont eu lieu au cours d'opérations de la 7^e armée dans le cadre du ratisage systématique qu'elle poursuit depuis l'été dernier dans le sud-est de la Turquie contre les rebelles du parti des travailleurs kurdes qui a pris la tête d'un front de libération nationale du Kurdistan.



10. 6. 1985

Turquie: poursuite de l'offensive contre les Kurdes

Deux officiers, un soldat et trois militants séparatistes kurdes ont été tués vendredi dans deux affrontements armés qui se sont produits dans la province sud-orientale de Siirt, ont annoncé hier les autorités militaires turques. Ces affrontements ont eu lieu au cours des opérations de ratisage que l'armée poursuit depuis l'été dernier dans le sud-est de la Turquie contre le Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui a pris la tête d'un front de libération nationale du Kurdistan.

Turquie**PRÈS DE MILLE PERSONNES
ONT ÉTÉ ARRÊTÉES
DEPUIS
LE MOIS DE MARS**

Ankara (AFP). — Neuf cent quatre-vingt-quatre personnes, soupçonnées d'activités extrémistes ou terroristes, ont été arrêtées en Turquie entre le 19 mars et le 4 juin, a révélé, jeudi 8 juin, le ministre de l'intérieur, M. Yildirim Akbulut ; 623 d'entre elles sont des militants d'extrême gauche, 124 des militants séparatistes, 225 des membres de sectes religieuses interdites et 12 des militants d'extrême droite. Dans le même temps, 63 personnes sont mortes dans des affrontements armés.

Par ailleurs, la télévision nationale a dressé, mercredi soir, le bilan de la « guérilla » des séparatistes kurdes dans le sud-est du pays, se référant à des informations obtenues auprès du commandement de la 7^e armée en charge de sa répression. Selon ces informations, le combat séparatiste et sa répression ont fait 130 morts depuis le 15 août dernier : 40 parmi la population civile, 34 parmi les forces de sécurité et 56 parmi les rebelles kurdes ; 63 incidents armés ont marqué cette guérilla et 490 séparatistes kurdes ont été arrêtés au cours des dix derniers mois.

La République des Pyrénées 15. 6. 1985**Trois militants d'extrême-gauche
et un séparatiste kurde condamnés à mort**

Trois militants d'extrême-gauche et un séparatiste kurde ont été condamnés à mort par deux tribunaux de l'état de siège d'Adana (sud de la Turquie), a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

Devant la sixième cour de la loi martiale s'est achevé le procès de 90 militants de la principale organisation clandestine de l'extrême-gauche, Dev-Yol (la voie révolutionnaire), accusés de plusieurs meurtres, d'actions armées et de nombreux hold-up, perpétrés entre 1979 et 1982. Ils ont notamment abattu en 1980 un officier américain, William Herrington, à Adana.

Osman Karabulut, Ramazan Deniz et İrfan Huyutemiz ont été condamnés à mort, 10 de

leurs co-accusés à la réclusion à perpétuité, 29 à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison. 43 ont été acquittés et le tribunal s'est déclaré incompétent dans le cas des 5 derniers accusés.

Devant une autre cour de l'état de siège d'Adana s'est terminé le procès de 29 militants séparatistes kurdes accusés d'actions armées et de 2 meurtres perpétrés avant le coup d'Etat de septembre 1980. Hanifi Sumer a été condamné à mort. 2 séparatistes ont été condamnés à la réclusion à perpétuité, 11 à des peines de 5 à 36 ans de prison et 15 ont été acquittés.

INTERNATIONAL **Herald** Tribune



Published With The New York Times and The Washington Post 8.6.1985

Ethnic Kurd Population Persists in Guerrilla War

ISTANBUL — "Happy is he who calls himself a Turk."

When Kemal Ataturk coined that phrase, he might have been thinking of the host of ethnic groups he inherited from the shriveled Ottoman Empire and on which he had imposed, like it or not, a Turkish identity.

None of these groups have given the Turks more trouble at home than "the sons of Saladin," the almost mythical Kurd leader of the Crusades who inoculated his people with that fierce spirit of nationalism and indomitable independence that still characterizes most Kurds today.

Twice, in 1925 and 1930, the Kurds rose against the Ataturk reforms that turned them into Turks and suppressed their language and customs. Twice they were defeated. But they did not give up.

In Turkey's southeastern provinces, near the Euphrates River and around Lake Van, pockets of Kurdish rebels (officially known as "separatists") today continue to fight a guerrilla war for an autonomous state. Their struggle is as stubborn as that of fellow Kurds in Iraq and Iran.

Over the last 15 years, according to Kurdish sources, 250 Kurds have been executed for their part in the rebellion. Thousands are in jail. (No Kurd has been executed in Turkey since 1980, Turkish officials say.)

Almost every other day, Turkish newspapers report the deaths of soldiers (mainly members of anti-guerrilla units) and separatists during skirmishes. Turkey's southeast, around the city of Diyarbakir, where 80 percent of an estimated 7 million Kurds live, remains under martial law.

The government says that in the last nine months alone, 38 security officials, both military and civilian, were killed in fighting around six cities in the southeast. In the same clashes, 65 armed "separatists" lost their lives, "when they refused to surrender," a government spokesman said. He added that 50 bystanders were also killed "by the separatists."

In the past, in Kurdish villages where people only speak Kurd (heavy prison penalties are imposed for distributing printed material in the language), where fields are still tilled by hand, girls are still "bought" from their parents and transportation is by ox wagon or donkey, the rebels could always find temporary refuge and food.

But that has changed. Journalists who have visited the area say relentless pursuit by the Turkish Army has made coherent revolt impossible and only scattered guerrilla cells of four to six members make occasional sallies. The times are gone when rebels operated in "liberated zones."

"There is no coordinated resistance left in Turkey, though the Kurds fight on," a Kurdish representative in Europe admitted.

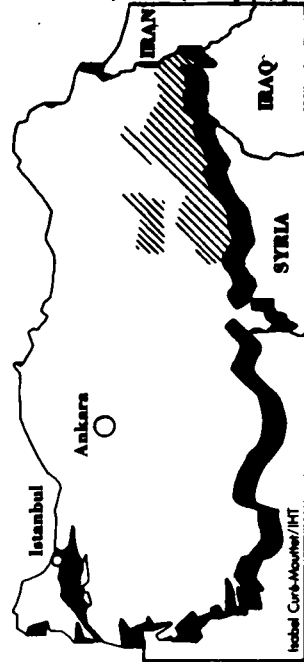
Fortunately for their opponents, the Kurds have always tended to form splinter movements, caused not so much by differences in ideology but by squabbles over leadership. Outside powers have frequently used the Kurds as instruments to destabilize the region.

In dismantling the lingering pockets of resistance, the Turkish Army has also been aided by a tacit agreement with Iraq. Under the accord, Turkish troops have, at least twice, penetrated deep into Iraqi territory (across an unguarded border) in pursuit of Kurdish rebels, who often seek refuge in Iraq.

Last week, Interior Minister Yildirim Akbulut said: "Discussions are taking place to make it possible for Turkey to have a [military] operation into a neighboring country."

It was the first time a Turkish government official announced that Turkey was negotiating for the right to conduct a punitive expedition across the Iraqi border in pursuit of Kurdish rebels.

Ugur Mumcu, a writer and an expert on guerrilla warfare, says, however, that Syria has recently trained Armenian and Kurdish rebels in a joint camp. A booklet



Areas of Kurdish guerrilla activity in southeast.

available in London claims the two ethnic groups are fighting together now.

Officially, there are no Kurds in Turkey. Sometimes, officials refer to them as "mountain Turks" and some distinguish between "quality Kurds" (those who have integrated) and "terrorist Kurds."

When the governor of a southeastern province almost entirely inhabited by Kurds (to whom he speaks through an interpreter) was Middle East's most backward regions.

However, the new Ataturk Hydroelectric Dam near Urfa will irrigate 700,000 hectares (1.73 million acres) of land, most of which is inhabited by Kurds.

The dam might yet give the Kurds a share of wealth, something ethnic experts feel "is certain to tie them closer to Turkey than laws and talk of a unified identity."

— ULI SCHMETZNER

نحو عملية عراقية - تركية ضد معازل الثوار الاكراد

في نبا لها من انقرة، نقلت وكالة "رويتر" عن مصادر دبلوماسية غربية في الشرق الاوسط انه من المتوقع ان تقوم القوات التركية بعملية مدونية مشتركة مع العراق في وقت لاحق من هذا الشهر في محاولة لطرد الثوار الاكراد وربما عبرت القوات الحدود الى العراق.

واستشهدت المصادر بتقارير للاستخبارات عن حشود للقوات التركية في منطقة الحدود. وقال مصدر من الشرق الاوسط ان المجال الجوي للمنطقة سيفلق امام حركة المرور المدنية عشرة ايام اعتبارا من الخميس المقبل.

وقد قتل اكثر من ٤٠ جنديا من اللوات المسلحة التركية و٥٠ مدنيا في سلسلة من الاشتباكات اشترك فيها الثوار الانفصاليون وبدأت في اب الماضي وسقط نحو ٧٠ نائرا في هذه الاشتباكات. وفي الحادث الاخير في ٧ حزيران الجاري قتل ثلاثة ثوار وثلاثة جنود في اشتباك في القلم سيرته جنوب شرق تركيا.

ورجح الدبلوماسيون ان تعبر القوات التركية الحدود لان العراق لن يحرك اعداءا كبيرة من قواته بعيدا عن جبهات الحرب مع ايران.

واعلن مصدر ان لديه تقريرا يفيد ان لواء عراقيا واحدا حرك من الجبهة الوسطى للحرب مع ايران استعدا للعملية المشتركة.

Al-Haqiqa 8.7.1985

دراسات كردية

الكردية وهي تعكس من هنا طبيعة الوسط الذي يقوم على اصداها.

تضمن العدد الثاني المواد التالية:

- مقابلة مع يلماز غوناي اجراها سينا مند زيد عثمان. ويلماز غوناي سينمائي تقدمي توفي في العام الماضي، وقد عرضته الصحافة كسينمائي تركي وهو في الحقيقة كردية من كردستان تركيا، والمقابلة اجريت قبيل وفاته وتأخر نشرها بسبب تأخر صدور العدد الثاني.

- حول الاستراتيجية السياسية والعسكرية للحركة الوطنية الكردية كتبها عصمت شريف وانلي، وهو المقال الرئيسي للعدد.

- الشعر الغنائي الكردي للمستشرق الروسي ياسيل نيكيتين.

- الاكراد في تركيا: الاضطهاد القومي واشكاله بقلم كندال نزان.

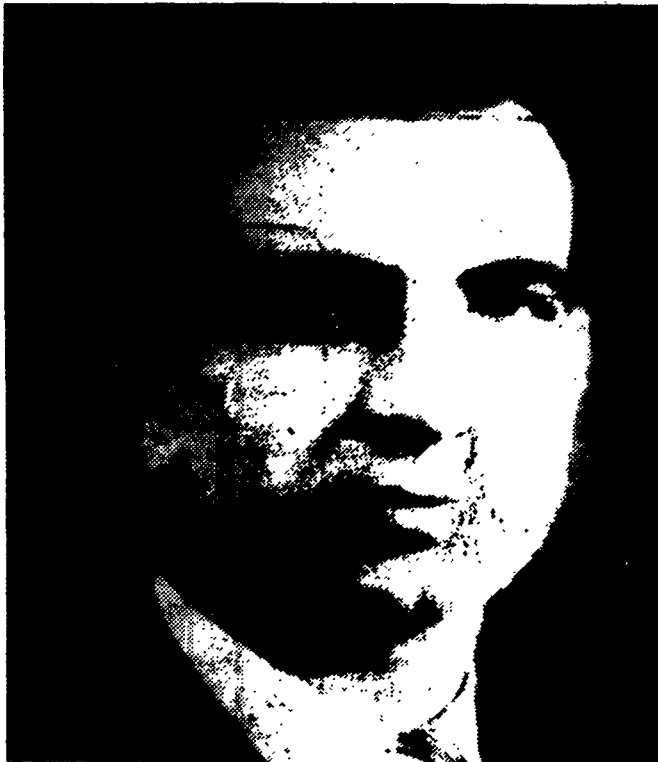
- خيارات للسياسة السوفياتية تجاه المسألة الكردية بقلم ن بيكس.

- كرونولوجيا (تزمين / تحقيق) كردية. مع باب المناقشات والآراء.

صدر العدد الثاني من مجلة دراسات كردية التي ينشرها المعهد الكردي بباريس، وهي مجلة دورية تصدر في خمس لغات منها العربية (لكل لغة طبعة خاصة بها)، والمعهد المذكور انشأته فئة من المثقفين الاكراد تحت شعاره الدفاع عن ثقافة قومية مهددة بالانقراض. وتستوعب مجلة دراسات كردية اهم وجوه النشاط السيا - ثقافي لهذا المعهد. وقد حظيت بدعم ثلة من المفكرين الشرقيين والغربيين تشكلت منهم هيئة معاضدين للمجلة.

ويدل العددان اللذان صدرا من المجلة على احتفاظها بنهج وطني مستقل تحاشت بفضلها الوقوع في فخاخ الارتباطات الخارجية التي وقعت فيها الحركة القومية الكردية في جملتها. كما استطاعت تجنب سياسة المحاور التي جعلت اطرافا من هذه الحركة تتحالف مع نفس الحكومات التي تتقاسم كردستان وتستعمرها. وتتميز المجلة بسمة البحث الاكاديمي المتزن البعيد عن لغة السياسة اليومية رغم ارتباطها الوثيق بقضية الشعب

Il avait 38 ans...



Missak Manouchian est né le 1^{er} septembre 1906 à Adyaman en Turquie, d'une famille de paysans.

Ses parents furent victimes du génocide dirigé contre le peuple arménien par les Turcs. Son père mourut en combattant, sa mère elle, fut victime de la famine.

Recueilli en 1915 par des amis Kurdes, le petit Missak passe sa jeunesse en Syrie. Il débarque à Marseille en 1925 et monte très vite à Paris où il se fait embaucher comme tourneur chez Citroën.

Succède ensuite une longue période de chômage. Pour survivre, Manouchian pose pour des sculpteurs de Montparnasse. C'est dans ce quartier rempli d'artistes qu'il se lie d'amitié avec deux poètes arméniens, Issahakian et Semma. Il fonde avec eux, deux revues littéraires. Il devient passionné de Michel-Ange, de Bach, de Beethoven. Il découvre les œuvres de Tolstoï et Gorki et adore Romain Rolland.

Ses connaissances culturelles le mènent à la Sorbonne où il se retrouve auditeur.

En 1934 il s'inscrit au Parti communiste. On fait de lui un orateur. L'année suivante il rencontrera celle qui fut sa femme, Melinee.

1936, c'est l'avènement du Front populaire. Manouchian devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire politique « Zangou » puis est nommé secrétaire général de l'Union populaire arménienne.

Devant les événements espagnols, face à la montée du fascisme italien et allemand, il ne peut que crier son angoisse.

Un être torturé

Tout le long de sa courte vie, Missak Manouchian fut un être torturé, inquiet. Mécontent de lui-même, éternel insatisfait il fut sans cesse tiraillé entre deux forces contraires : le Réel et l'Imaginaire. Ainsi écrit-il en 1935 : toute mon âme est au bout de mes lèvres et je ne parviens pas à établir le contact avec ceux que j'aime ».

L'histoire l'habillera en héros..

J.J. D.

Turquie : affrontements au Kurdistan

Hier, dans le sud-est de la Turquie, trois affrontements armés entre les séparatistes kurdes et l'armée ont provoqué la mort de sept rebelles kurdes et d'un soldat. Le commandement de la 7^e armée, responsable de la répression des commandos du parti des travailleurs kurdes (PKK), a annoncé la mort de quatre séparatistes au cours de deux affrontements dans les provinces de Siirt et Mardin.

Trois autres séparatistes ont été abattus au sud de la province de Bitlis, l'une des seules provinces à forte population kurde à ne pas être soumise à la loi martiale. Au cours de ce même affrontement, un soldat a été tué et deux autres blessés. Depuis l'été dernier, les affrontements ont provoqué la mort de soixante-huit séparatistes kurdes, quarante-deux soldats et quarante civils.

Le Monde 4.7.1985

Turquie

- **AFFRONTEMENTS AVEC LA GUERRILLA KURDE.** - Trois affrontements armés entre des guérilleros « séparatistes » kurdes et l'armée ont fait huit morts dont un soldat turc, a-t-on annoncé, le mardi 2 juillet, de source officielle à Ankara. Ces affrontements ont eu lieu dans le sud-est du pays, dans les provinces de Bitlis, de Siirt et de Mardin. Ces nouveaux combats portent à soixante-huit le nombre des « séparatistes » tués depuis que les Kurdes ont repris leurs activités militaires durant l'été 1984. Les forces de l'ordre turques ont perdu quarante-deux hommes ; il y a eu quarante-deux victimes parmi les civils. - (AFP, Reuter.)

La hantise turque des « bandits » kurdes

De notre envoyé spécial JAN KRAUZE

Uludere (sud-est de la Turquie). — La nuit tombe sur le col, estompant les hautes montagnes pelées du Taurus oriental. Une dizaine de « gendarmes » en tenue de combat sortent de leur fortin entouré de sacs de sable, emboîtent leurs chargeurs, arment leurs fusils, et se dirigent vers les trous d'homme disséminés autour du « poste » (à 2.500 mètres d'altitude), pour un tour de garde qu'ils passeront à épier des pentes si nues qu'on imagine mal comment l'ennemi pourrait s'y dissimuler.

Sur le bord de la route, d'autres gendarmes braquent leurs pistolets mitrailleurs sur les passagers du camion où nous avons pris place. Mains sur la tête, fouille et contrôle d'identité. La routine, dix, quinze fois répétée, au cours d'un périple de plusieurs centaines de kilomètres dans ce qu'il n'est pas question d'appeler le Kurdistan turc, et où, depuis le 15 août de l'année dernière, les « bandits », « terroristes » et autres « séparatistes », pour utiliser le vocabulaire en usage, ont repris leurs activités. Plusieurs dizaines d'attaques, quarante soldats et gendarmes, quarante civils et soixant-dix-sept « séparatistes » tués, et cinq cents faits prisonniers.

La région serait-elle si grave, la région livrée à la guérilla ? On a bien du mal à le croire. Certes, les soldats sont nerveux, les postes de gendarmerie, dans chaque village, ressemblent à de petites places fortes, les fouilles et les contrôles sont constants et systématiques, et, en montagne, les gendarmes ne se déplacent qu'en convois, une auto mitrailleuse et plusieurs camions, une soixantaine d'hommes, le doigt sur la détente.

Mais dans la benne de notre camion, qui brinquebale sur des routes impossibles, ne traversons-nous pas bien tranquillement, y compris de nuit, et dans les défilés de montagne, ces régions réputées si peu sûres ? L'explication est simple : les « bandits » ne s'attaquent qu'aux soldats, ce qui en fait déjà des bandits pas tout à fait comme les autres. La région, où l'état de siège est maintenu, et le sera sans doute pour longtemps encore, n'est d'ailleurs nullement interdite aux étrangers.

Cet Allemand musclé et solitaire qui affronte à vélo les ornières, les cailloux et les cols interminables, ne semble rien redouter. Ces trois jeunes Hollandais en voiture paraissent, eux, très inquiets, mais c'est qu'ils viennent de se faire interpellés en possession d'un matériel un peu « délicat » dans ce contexte : puis-

santes jumelles, téléobjectifs, cartes détaillées (ils sont ornithologues). L'affaire se réglera pourtant après quelques verres de thé offerts par l'officier responsable du poste de Sirtak, aussi débonnaire à leur égard qu'à celui des deux journalistes qui font du « tourisme » dans la région...

Cela dit, il serait naïf d'induire de cette attitude plus que correcte à l'égard d'étrangers que tout se passe aussi bien avec les populations. Dans certains bourgs, l'armée est si lourdement présente que le village semble en état d'occupation : patrouilles constantes, interdiction de sortir la nuit.

Dans les zones frontalières, les restrictions sont encore plus sévères. Les habitants n'ont le droit de posséder chez eux que les provisions strictement nécessaires à leur consommation courante, pour empêcher qu'ils n'alimentent les « séparatistes », et il va sans dire que fournir nourriture et il abris aux « terroristes » attire de très sérieux ennuis, alors même qu'il n'est souvent guère possible de faire autrement, dans des hameaux isolés par exemple.

Et pourtant, abstraction faite de l'omniprésence de gendarmes casqués et sur le qui-vive, la vie semble plutôt paisible, entre Diyarbakir et ses noirs remparts au-dessus du Tigre, Mardin, perchée en aplomb de la Haute-Mésopotamie, et où les trois boules blanches des radars américains dominent la plaine écrasée de chaleur et la Syrie toute proche. Et aussi dans ces montagnes aux confins de l'Irak, et, plus à l'est, de l'Iran. Dans toute ces régions, les Kurdes sont majoritaires, aux côtés de Turcs ou d'Arabes. Distinctions sacrilèges — car, selon la ferme tradition kémaliste, tous sont turcs et seulement turcs, ce qui doit suffire à leur bonheur et à leur fierté.

Les Kurdes, ils sont ici, tout près, en contrebas du col, dans des campements de tentes de laine noire, non loin des soldats barricadés, qui eux sont tous, presque sans exception, turcs (les appelés appartenant à l'ethnie kurde sont prudemment envoyés vers le centre ou l'ouest de l'Anatolie pour faire leur service militaire). Un berger, revêtu d'une grande houppelande blanche tendue par un bâton au-dessus des épaules, fait traverser le campement à des centaines de moutons et de chèvres. Autour des tentes, des dizaines d'enfants qui viennent faire des grâces à l'étranger. Les filles, y compris les plus petites, arborent de jolies robes longues en tissu léger et brillant, par-dessus des pantalons serrés aux chevilles. Tenue pudique sans doute, mais tout y est joie, couleurs vives et bijoux d'or et d'argent. On est loin

du tchador, plus loin encore de la sinistre tenue islamiste « moderne » (gabardine boutonnée jusqu'au col par 40 °C à l'ombre), qui recommence à sévir — mais en petit nombre — dans certaines villes de Turquie.

« Ce sont des Arméniens... »

Les Kurdes, pas seulement la petite minorité qui passe l'été sous les tentes dans les alpages, mais même ceux des villes et des bourgs, sont très attachés à leurs costumes traditionnels — sans doute parce que c'est à peu près la seule originalité qu'on leur concède, — avec l'usage, parlé uniquement, de leur propre langue. Même les hommes, dans les villages, portent en grand nombre le turban et la longue ceinture plusieurs fois enroulée qui souligne leur silhouette étonnamment svelte et droite. Fidélité à la tradition qui ne doit pas trop faire illusion : dans tel foyer de la bourgade perdue de Beytussepap, si la mère apparaît, pour la photo, dans ses superbes vêtements nationaux, la jeune fille de la maison s'empresse, elle, d'aller bien se sa jupe de jean, en prenant soin de descendre la ceinture sur ses hanches, et de forcer sur le rouge à lèvres.

Qui sont donc ces « bandits » qui viennent ainsi troubler cette existence où ce qui n'est heureusement pas encore du « folklore » va de pair avec la pauvreté, le chômage souvent, et aussi une dure exploitation : les paysans kurdes sont liés par des relations quasi féodales à leur seigneur, kurde lui aussi, « l'agha ». Un Arabe de Mardin donne une explication bien particulière : « Les terroristes ne sont pas des Kurdes, mais des Arméniens qui viennent de Syrie. » Version fantaisiste mais lourde de souvenirs et de haine, dont on retrouve pourtant une certaine trace dans les explications fournies par les hommes politiques d'Ankara. A les en croire, « terroristes » kurdes et arméniens sont entraînés de concert dans des camps situés en Syrie, avant de s'infiltrer en Turquie en passant par l'Irak. Selon ces mêmes responsables, ils ne seraient que « quelques centaines » au total, mal vus d'une population qui souhaite vivre en paix et manipulés par « l'étranger ». Sur place, les réponses obtenues sont moins univoques, et encore faut-il faire la part de la prudence qui est de mise sur un sujet tabou et de la difficulté à communiquer.

On entend des réflexions du genre : « Turcs et Kurdes, pas de problème », ou encore, avec un sourire : « Turcs et Kurdes, petits pro-

blèmes. » Mais aussi, sans témoin, il arrive qu'un homme laisse transparaître sa haine des Turcs, ses sympathies pour, pêle-mêle, le PKK (le Parti communiste du Kurdistan, l'une des principales organisations clandestines kurdes), la social-démocratie et le marxisme-léninisme, tous parés sans doute des vertus de l'opposition au pouvoir (turc) en place. Un jeune chauffeur de dolmuş (taxi), kurde chrétien et très fier de l'être, fait part, au contraire, de son aversion pour les bandits et de sa sympathie pour les soldats.

Mais on peut aussi trouver des Turcs qui « découvrent » sur place un problème kurde qu'ils ignoraient ou voulaient ignorer jusque-là, tel ce médecin enlevé par des maquisards qui avaient besoin qu'on soigne certains des leurs, dans les montagnes situées entre le lac de Van et la frontière iranienne.

Les visages se ferment

Le problème est ancien et infiniment complexe. Vieux peuple, les Kurdes, répartis essentiellement dans des territoires turcs, irakiens, iraniens — et accessoirement syriens, — n'ont pratiquement jamais eu, dans l'histoire, d'Etat propre, leur culture est orale et leur langue

(d'ailleurs fortement différenciée selon les régions) n'a reçu qu'assez récemment une transcription écrite, à travers d'ailleurs trois alphabets concurrents. C'est en Turquie que les Kurdes sont les plus nombreux (les estimations varient entre quatre et douze millions de Kurdes « turcs », concentrés dans l'Est, mais aussi à Istanbul où ils seraient près d'un million). C'est aussi en Turquie que leurs droits propres sont les plus limités — à vrai dire nuls : aucune autonomie d'aucune sorte ne leur est reconnue, aucune identité mot de « kurde » est prescrit de la presse, la langue kurde n'est pas enseignée, il n'y a aucune publication en kurde (quelques-uns avaient pu paraître dans les années 70, c'est-à-dire avant le coup d'Etat militaire), et on n'entend jamais un mot de kurde à la radio.

Blocage

Se risque-t-on, en y mettant les formes, à évoquer la « question » avec des Turcs, responsables politiques ou simples particuliers ? Presque à coup sûr, les visages se ferment, le langage se crispe. Certains nient complètement l'existence d'un

Le Monde (suite)

quelconque problème, ou bien le limitent à sa seule dimension sociale et économique, invoquant tous ces Kurdes qui ont réussi, ex-ambassadeurs ou riches marchands d'Istanbul : ce qu'il faut, c'est développer l'est du pays, y briser les structures féodales. D'ailleurs entend-on, ici et là, le gouvernement s'y employer, et l'armée, loin de s'occuper simplement de répression, accomplit à présent un travail remarquable, ouvre des routes, apporte une aide sanitaire... Peut-être, mais sur place, cette activité « constructive » ne saute pas aux yeux. Les rares travaux que nous avons pu constater étaient bien le fait de civils, même si évidemment des soldats en armes surveillaient les abords du chantier. Nous n'avons parcouru, il est vrai, qu'une petite partie de ces très vastes régions.

Pourquoi cette étrange obstination à dénier toute identité particulière aux Kurdes, si ce n'est celle du mépris : « Si vous traversez un village sale, c'est qu'il est kurde... » A peu près partout, à gauche comme à droite, au pouvoir comme dans l'opposition, on se heurte à ce qui ressemble bien à un véritable blocage psychologique. A travers les arguments juridiques constamment évoqués (le traité de Lausanne de 1923, qui, dans son interprétation « turque » ne reconnaît comme seules minorités que les non musulmanes,

c'est-à-dire pas les kurdes), on sent la résurgence d'un vieux complexe et d'une hantise : la Turquie kémaliste, cette Turquie qui, après avoir bien failli sombrer dans le néant après le dépeçage de l'Empire ottoman, s'est rétablie de justesse grâce à l'extrême énergie d'Ata Turk (qui s'empressa d'ailleurs de réprimer deux révoltes kurdes), c'est bien la plus petite Turquie qui puisse être. Accorder la moindre concession aux Kurdes, qui sont des millions, et dont certains revendiquent ouvertement une république fédérée, voire l'indépendance, ce serait enlever quelque chose à cette Turquie déjà réduite au minimum. Pas question donc de reconnaître aux Kurdes une once d'autonomie, même culturelle. Ce serait une insupportable atteinte à la patrie turque.

« Ils n'ont pas d'alphabet »

Dès lors, tous les arguments sont bons. Demande-t-on au secrétaire général du parti au pouvoir, celui de la « mère patrie », pourquoi aucune publication en kurde n'est autorisée, il vous répond sans sourciller et contre toute évidence : « parce qu'il n'existe pas d'alphabet kurde », tandis qu'une jeune journaliste avance ingénument : « mais parce que les Kurdes ne l'ont pas de-

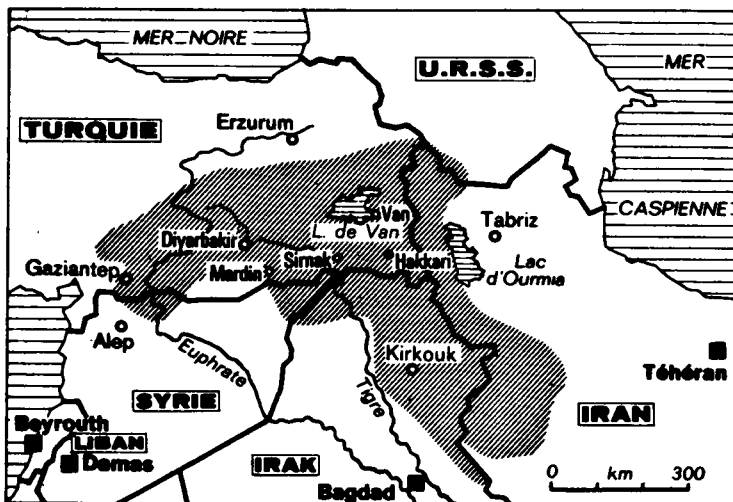
mandé... un haut responsable du principal parti d'opposition, le SO-DEP (social-démocrate), accepte lui d'évoquer la question avec sérénité. « Ils sont ce qu'ont été vos Bretons. Votre chance est d'avoir réglé la question plusieurs siècles avant nous. » Et de regretter que l'armée, « dans l'Est », se soit souvent conduite avec brutalité, battant en public les hommes des villages pour les faire parler. Mais lui-même ne parvient pas à dissimuler une petite grimace de dédain à l'idée qu'on puisse enseigner le kurde dans des écoles...

L'ancien premier ministre, M. Süleyman Demirel, actuellement interdit d'activité politique, est beaucoup plus direct. Certes, la question kurde n'est pas près d'être réglée : « Mais nous avons les moyens de faire face — oui, par la force, je vous le dis franchement. »

On aurait tort de croire qu'à gauche on pense très différemment. La question kurde, explique un publiciste connu, poursuivi en justice pour avoir signé l'an dernier un appel pour la fin des lois d'exception, « n'est pas prioritaire. L'important, c'est le rétablissement de la démocratie, et une Turquie socialiste ». Le premier point au moins, une démocratie complète, profiterait sans conteste à tous les citoyens turcs, kurdes compris. Ce rétablissement, lent et timide, semble d'ailleurs avoir d'assez bonnes chances de se réaliser. Mais pour le reste, les Kurdes, s'ils ne sont pas totalement assimilés d'ici là, devront attendre longtemps, très longtemps. Plus que les quelques centaines de « séparatistes » qui attendent d'être jugés dans les prisons de Diyarbakir ou de Mardin (1). Et plus que les gendarmes turcs, tapis dans leurs abris, le doigt sur la détente, et qui eux n'attendent que la relève, ou la quille.

JAN KRAUZE.

(1) Une première série de condamnations, dont dix peines capitales, ont été prononcées le 10 juillet.



/// Régions de peuplement kurde

● **UN MILITANT KURDE**, Aydin Yu-seylin, est mort sous la torture dans la prison militaire de Selimye, à Istanbul, le 15 avril dernier, a annoncé son organisation, Teksoin, qui lutte pour l'indépendance du Kurdistan. Condamné à mort, il avait vu sa peine commuée en détention perpétuelle. D'autre part, dix militants kurdes ont été condamnés à mort, mercredi, par un tribunal militaire de Diyarbakir, et trente-huit autres à des peines de vingt-quatre ans de prison.

La guerre contre les Kurdes

Le Kurdistan de Turquie est depuis près d'un an soumis à une implacable opération de ratissage par les militaires de la dictature d'Ankara. Le 15 août dernier, les militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) avaient appelé à l'insurrection contre la dictature. Décrété « région critique » par l'armée, le Kurdistan — région de l'est de la Turquie — est encore plus durement frappé par la misère et le chômage que le reste du pays. De nombreux Kurdes ont été victimes de la répression. Mercredi dernier encore, dix d'entre eux ont été condamnés à mort par un tribunal militaire.

L'« Opération soleil », selon la terminologie militaire d'Ankara, qui se poursuit depuis l'an dernier se traduit, d'après les témoignages rapportés par le correspondant de l'AFP, par un « quasi-état de guerre » qui aurait atteint « un point de non-retour ». Depuis le début de l'insurrection, « la sympathie de la population pour le PKK croît parce qu'il ne combat plus que contre l'armée turque », a affirmé un médecin originaire de la province de Van.

● **Dix séparatistes kurdes condamnés à mort.** — Une cour martiale siégeant à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, a, le 10 juillet, condamné à mort dix séparatistes kurdes. Ceux-ci étaient jugés en compagnie de quatre-vingt-huit autres personnes pour avoir participé à des raids armés, le 15 août 1984, contre deux bourgades d'Anatolie orientale. Une condamnation à la détention perpétuelle et des peines allant à vingt-quatre ans de prison ont, en outre, été prononcées. Pour la première fois, la cour a fait usage d'une récente loi autorisant des remises de peine en faveur d'inculpés acceptant de coopérer avec la justice. — (Reuters.)

● **Cinq rebelles kurdes tués dans la province de Bitlis.** — Cinq « séparatistes » kurdes ont été tués par les forces de sécurité dans la province de Bitlis (sud-est de la Turquie), a annoncé, jeudi 18 juillet, le gouverneur provincial, M. Mehmet Us.

Selon un communiqué du gouverneur, les cinq hommes, fortement armés, avaient été repérés dans la région de Mukti (ouest de la province). Ils ont refusé de se rendre aux forces de gendarmerie, sur lesquelles ils ont ouvert le feu, avant d'être tués. — (AFP.)

Turquie: Kurdes

Un militant de l'organisation séparatiste kurde « Rizgari » a été condamné à mort par un tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Un autre militant a été condamné à 20 ans de prison. Tous deux étaient accusés de nombreuses actions terroristes, dont des meurtres « visant à la séparation d'une part du territoire turc ».

Turquie: Kurdes

De source militaire turque, trois militants séparatistes kurdes ont été tués par l'armée dans la province extrême-orientale de Hakkari (frontalière avec l'Iran et l'Irak). Les Kurdes auraient été repérés dans la région montagneuse de Semdinli et auraient refusé de se rendre.



amnesty International news release

NR 08/85

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: EUR 44/27/85
Distr: SC/PO

INTERNATIONAL EMBARGO:

2301 hrs gmt Tuesday 23 July 1985

AMNESTY INTERNATIONAL CALLS ON TURKISH AUTHORITIES TO STOP TORTURE

Torture of political detainees in Turkey remains widespread and systematic, in the absence of effective action by the authorities to stop it, Amnesty International said today (Wednesday 24 July 1985).

As it published its latest report, Turkey: Testimony on torture, the worldwide human rights organization revealed it had new evidence on the continued use of torture, received since the report went to press.

The report pointed out that detailed information on torture related mostly to political prisoners in incommunicado detention. But information received over many years strongly suggests that torture of criminal suspects is also routine in Turkish police stations.

The accounts of seven women and six men in the report describe torture alleged to have occurred up to early 1984. The methods detailed include: electric shocks, falaka (the beating of the soles of the feet), burning with cigarettes, hanging from the ceiling for prolonged periods, punching, kicking, beating and assaults with truncheons, sticks and iron rods on all parts of the body, including the sexual organs.

.../2

☎ 01-833 1771 Telegrams: Amnesty London WC1 Telex: 28502

Amnesty International is an independent worldwide movement working impartially for the release of all prisoners of conscience, fair and prompt trials for political prisoners and an end to torture and executions. It is funded by donations from its members and supporters throughout the world. It has formal relations with the United Nations, Unesco, the Council of Europe, the Organization of African Unity and the Organization of American States.

Tens of thousands of people have been detained since the military takeover of September 1980, the report said. Turkish press reports last year suggested that nearly 180,000 people had been held at some stage since then. The Amnesty International report says that the arrests and allegations of torture are continuing.

The 76-page report points out that many former detainees will only talk about their experiences after they have left Turkey - usually in secret.

One of the testimonies received by Amnesty International since the report went to press was that of a lawyer detained in March at Istanbul police headquarters and the Selimiye military prison. He said he had been hung by the hands, given electric shocks and hosed with high pressure cold water.

The Turkish authorities have repeatedly denied that torture is systematic. They say all complaints of torture are investigated and that when torture has occurred those responsible are prosecuted. But Amnesty International said it knew of hundreds of allegations of torture which have not been investigated

The report said that in view of the solid evidence of torture over the years the Turkish Government should act now to stop it. It called on the authorities to implement measures to combat the use of torture.

Among these, the report said, should be safeguards to ensure that incommunicado detention does not become an opportunity for torture. Relatives should also be informed promptly of the whereabouts of detainees. There should also be regular visits of inspection by an independent body to places of detention to ensure that torture does not take place.